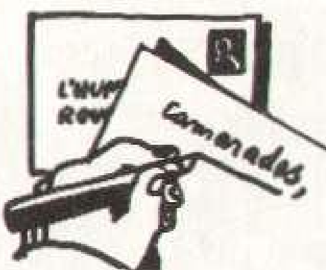
BIMENSUEL 4 F   No 62 du 2 au 16 octobre Supplément à l'Humanité Rouge No 1 138

l'Humanité Rouge



A QUI SERT l'ARMEE ?

Courrier des lecteurs



Le petit mot d'Emile Rébiere

Pour préparer le calendrier 1980, nous avons besoin de photos, dessins, peintures (de préférence des photos) ayant pour thème des portraits. Portraits de femmes, d'hommes, de vieux, de jeunes ou d'enfants, d'immigrés... pris dans leurs activités quotidiennes, travail, vie de tous les jours, loisirs, en ville ou à la campagne, sous la forme de gros plan, de scènes typiques ou originales. Documents personnels anciens ou récents.

Sur le plan technique, utiliser le format minimum de 18 X 24 centimètres. Envoyez les épreuves le plus rapidement possible au journal (BP 201 75929 Paris Cédex 19) en spécifiant « Pour le calendrier 1980 » et au plus tard le mardi 16 octobre.

N'omettez pas de joindre vos nom, prénom et adresse. Si vous ne voulez pas que votre nom apparaisse, indiquez le. Les envois qui seront retenus recevront en cadeau un abonnement d'un an au bimensuel.

POINT DE VUE

A propos du bimensuel énergie

— La photo mise en couverture présente le grand défaut de ne pas être notre ligne. *Non au nucléaire* n'a rien à voir avec la résolution du 3e congrès publiée page 25.

— Je ne suis pas certain qu'il ait été intéressant de donner trois pages de notions scientifiques.

— S'il est juste de parler des risques du nucléaire, il est dommage, pour le moins, de ne pas développer ce qu'en dit la résolution du 3e congrès, pas de différence de « nature » du nucléaire, possibilité de surmonter la pollution « c'est le système capitaliste, la course au profit maximum qu'il engendre qui s'opposent à ce que tous les moyens soient mis en œuvre our maitriser l'énergie nucléaire ». Pourquoi ne pas développer les mots d'ordre sur la lutte pour la sécurité dans les centrales ?

— L'article de Yannick Dagorn est un peu trop suiviste par rapport aux écologistes. Que veulent dire, par exemple, sous sa plume, des expressions comme « coup de force nucléaire de l'État bourgeois » ou « les nucléocrates d'EDF. »

— Qu'est-ce que cette idée d'une « chronique régulière sur le nucléaire » ? Cela ne me semble pas parmi les priorités du bimensuel. Il est bien d'autres sujets à traiter ! Ce qui ne veut pas dire faire des articles en fonction de l'actualité.

— Le dossier, globalement, me semble très à la remorque des « idées à la mode » des écologistes ou de la CFDT, et ne pas développer réellement la ligne du Parti. Il ne suffit pas de reproduire la résolution pour que le dossier soit correct.

Un lecteur

Quel choc !

Quel choc j'ai eu en voyant réapparaître les cinq portraits sur la couverture du bimensuel de rentrée. Ils avaient disparu des bimensuels 54 à 59 après s'être « promenés » à différents endroits de la couverture. Bien sûr, on avait bien un peu l'impression qu'ils avaient disparu parce qu'on ne savait pas où les mettre au maquettage.

Personnellement, j'ai quand même cru à une décision réfléchie de part les mesures prises par notre Parti pour rompre dans tous les domaines avec le gauchisme : apparition d'un parti légal, participation aux élections, attitude vis-à-vis des militants du PCF et de la gauche en général, etc.

Je crois que notre parti est sur la bonne voie. Cependant, cette question des cinq portraits montre bien qu'on a encore du mal à se débarrasser de certaines habitudes qui consistent à vouloir trop souvent se démarquer, se situer comme les « vrais rouges », les « purs et durs ». Quel est l'intérêt pour nos lecteurs de la présence de ces portraits ?

Pour certains, c'est du « fétichisme », ou « le culte de la personnalité ». Certains achètent ou n'achètent pas notre presse en précisant par exemple qu'ils ne « sont pas d'accord avec Staline ou Mao ».

Il est difficile également de comprendre pourquoi les cinq portraits figurent sur notre presse et pas sur notre revue théorique qui, par définition, s'y prêterait mieux!

J'ajoute que, par une enquête personnelle, je n'ai pas encore rencontré de camarades qui défendent la présence de ces cinq portraits qui, à mon avis, sont en contradiction avec la démarche et les orientations positives de notre parti et de notre presse.

Grenoble

Le journal et les syndicats

Dans l'article de Joël Fabien *« Plus que jamais travailler à l'unité de la classe ouvrière »*, bimensuel No 60, je trouve qu'il y a des formules maladroites, faites exprès semble-t-il pour hérisser le poil aux militants CGT. Exemple : le programme du PCF *« repris immédiatement dans sa quasi totalité par la CGT »*, *« Séguy entend bien que ses troupes le suivent »*. Dommage car par ailleurs, l'article est bon dans son orientation et sa démarche : c'est argumenté.

St-Nazaire

Votre journal et le Vietnam

(...) J'ai acheté un de vos journaux, mais tout au long de vos lignes, je n'ai pas trouvé la force de se battre, de lutter, de tout faire pour que ce pouvoir vole en éclat comme je l'ai trouvé par contre à la fête de *l'Humanité*. Pire, ou vos journalistes n'y ont pas mis les pieds, ou ils mentent, ou alors la haine anti-PCF est encore plus grande qu'il y a peu de temps.

Le badge « Ne touchez pas au Vietnam » moi aussi je m'en étais collé sur mon jean car je suis un révolutionnaire et j'ai au cœur le Vietnam, son peuple, sa jeunesse. Ce pays qui veut vivre libre, et sans haine, les grands capitalistes l'insultent après les bombes, les calomnies, vous aussi ! Mais demain, croyez-moi et soyez-en sûr, à l'avenir, je n'achèterais pas vos prochains numéros.

Patrice Arc-lès-Gray

Nous aussi, camarade, sois-en sûr, nous sommes pour que le Vietnam vive libre. Tout au long de la résistance armée du Vietnam contre l'agression américaine, nous avons fait tout ce que nous avons pu pour le soutenir, pour qu'il devienne indépendant.

Mais aujourd'hui, est-ce qu'il n'y a pas quelques questions à se poser ?

— Pourquoi le Vietnam a-t-il envoyé 120 000 hommes de troupe au Cambodge ? Pourquoi cherche-t-il à occuper tout ce pays ? Nous sommes à 100 % pour l'indépendance du Vientam — mais nous sommes aussi à 100 % pour l'indépendance du Cambodge. Sans cela, ne crois-tu pas, camarade, que nous serions en contradiction avec nous-mêmes ? C'est pourquoi nous condamnons le Vietnam *quand* il envahit le Cambodge, de la même façon qu'hier, nous avons condamné les USA quand ils bombardaient le Vietnam.

Alors *« Ne touchez pas au Vietnam »*, d'accord, mais il faut dire aussi *« Que le Vietnam ne touche pas au Cambodge ! »*.

J. Schubert

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs : Intérieur :* Pierre Burnand, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International :* Annie Brunel, Serge Forest, Évelyne Le Guen, Jean Schubert. *Culturel :* Léon Cladel, Estelle Delmas, Frédéric Lachaise, Pierre Valsa. *Secrétaire de rédaction :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

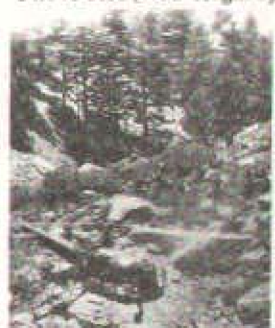
13

Dossier

A qui sert l'armée ?

« Le dernier rempart... »
« Le dernier carré... »

Photo HR (Bob Regard)



A LA UNE

Pendant tout l'été, la Légion a multiplié les manœuvres en Corse au cas où...

7

Pierre Goldman assassiné

Hommage à Pierre Goldman
Les réactions en France.



22

CENTRE AFRIQUE

Giscard a changé de marionnettes

FLAMBEE

La nouvelle ruée sur l'or

Le prix de l'or ne cesse de connaître des fluctuations d'ampleur considérable : hausse du prix qui crève tous les plafonds, brusque chute qui s'accompagne d'une baisse brutale du dollar dont le seuil de baisse frôle celui d'octobre dernier, où des remous semblables eurent lieu, et de nouveau aujourd'hui – l'or est au plus haut niveau. Que signifient de tels remous monétaires et quelles sont leurs conséquences ?

La ruée sur l'or

La ruée sur l'or et sa flambée fit suite à la publication de plusieurs renseignements négatifs sur l'état de l'économie US : chômage dont le taux a atteint 6 % en août contre 5,7 % en juillet, hausse des prix, ralentissement de l'activité économique. Le secrétaire au Trésor, W. Miller, ne déclarait-il pas tout récemment que les USA allaient subir *« une période d'austérité d'au moins deux ans »* ? Rappelons que les dépenses consacrées à la recherche et au développement (c'est-à-dire au progrès technique et technologique dans l'industrie) ont baissé, passant de 3 % du PNB (ensemble de la production du pays) à 2,2 % en 1978 et de 78 % des capitaux investis en 1963 à 47,5 % en 1979. Cette perte de vitesse relative de l'impérialisme US, ses difficultés se répercutent sur le dollar dont la baisse permanente ne peut que faire accroître la défiance que l'on a à son encontre. Résultat : les capitalistes cherchent à s'en débarrasser et le dédaignent au profit de valeurs plus sûres comme l'or.

Ainsi, la demande d'or sur les marchés mondiaux à fins de placement a crû de 70 % et l'URSS en a vendu 430 tonnes en 1978, ce qui est considérable. Mais cett ruée sur l'or contribue à le faire grimper à une allure vertigineuse, renforcée alors par le déchainement de la spéculation. La vente de l'or à des prix très élevés avantage bien sûr les pays producteurs de l'or, comme l'Afrique du Sud, principal fournisseur, et l'URSS.

Une fois que l'or a atteint des points culminants, il redescend — par le mécanisme de la spéculation — tout aussi brutalement. La spéculation se reporte alors sur les monnaies elles-mêmes.

La tempête de la spéculation sur les monnaies

Tout le monde cherche à fuir les monnaies les plus faibles — le dollar, monnaie internationale, en tête — au profit de monnaies plus solides comme le yen et le deutschmark (DM).

Les conséquences

La spéculation à la hausse du mark creuse l'écart entre lui et les autres monnaies européennes, comme le franc, qui ne peuvent suivre son ascension.

Le système monétaire européen ébranlé

D'où le système monétaire européen consistant à lier les valeurs des monnaies des Neuf entre elles est ébranlé. Pour combler cet écart grandissant, il y a interventions massives des banques centrales des Neuf sur les marchés.

Et surtout, pour remédier à l'ébranlement du système européen, les Neuf ont décidé un réaménagement des valeurs des monnaies européennes, tout en concédant à l'Allemagne une réévaluation du DM de 2 % (c'est-à-dire constatation officielle de la hausse du mark, du fait de ces poussées spéculatives).

Un resserrement des liens européens

Ce réajustement a pour but de resserrer les liens entre les monnaies européennes, tout en se désolidarisant du dollar. Il traduit, par conséquent, la solidarité monétaire des pays européens, au détriment d'un soutien inconditionnel de la monnaie US.

Mais, bien sûr, ces arrangements ne se font pas en faveur des pays du tiers monde dont les réserves monétaires essentiellement en dollars s'effondrent. Les pays producteurs de pétrole sont lésés de cette baisse du dollar puisque le pétrole est payé dans cette monnaie fondante. D'où des rumeurs selon lesquelles ces pays abandonneraient le dollar comme moyen de réglement de leur or noir. Rumeur qui déclencha une tempête redoublée de la spéculation sur le dollar dont la défiance n'est plus à démontrer et, réciproquement, une hausse de l'or de nouveau.

Catherine LEMAIRE

SOUSCRIVEZ
à
L'HUMANITE
ROUGE

EDITORIAL

30 ans de socialisme en Chine

En ce premier octobre 1979, la République populaire de Chine a 30 ans.

30 ans, c'est encore la jeunesse, surtout pour un pays... La Chine n'est pas née en 1949 et la civilisation chinoise compte plusieurs millénaires. Et justement, ces années innombrables ne doivent pas être oubliées : c'est à 2 000 ans de féodalisme qu'a mis fin la proclamation de la République populaire faite par Mao Zedong sur la place Tien An Men. Une fin politique. Il restait à la matérialiser dans tous les domaines.

Le monde entier sait les changements considérables apportés en trente années. Ces changements sont loin d'être suffisants pour assurer la transformation de la Chine en un pays moderne et prospère où les stigmates du passé féodal ont été effacés. Il faut réfléchir sur d'autres chiffres : il a fallu à la France plus de cinquante années pour assurer la victoire de la bourgeoisie capitaliste sur l'aristocratie féodale et encore les bases économiques du capitalisme existaient-elles avant 1789.

Rien de semblable pour le socialisme... en Chine où même le capitalisme national n'avait pu se développer, du fait de la domination étrangère.

Autre donnée, la Chine compte aujourd'hui plus de 960 millions d'habitants : en 30 ans, sa population a doublé ! De telle sorte que la quantité de céréales par habitant n'a pratiquement pas augmenté. Quant à la production d'acier, significative de l'industrialisation d'un pays, elle n'est encore que légèrement supérieure à la production française dans un pays vingt fois plus peuplé.

Enfin, sur le plan politique, si depuis 30 ans des efforts considérables ont été faits pour assurer le pouvoir ouvrier et paysan et éduquer un peuple essentiellement paysan enchainé à un travail épuisant, on ne peut dire que la démocratie socialiste la plus large soit d'ores et déjà installée.

Le Parti communiste chinois a fait la démonstration de la supériorité du marxisme adapté aux conditions chinoises pour mener la révolution à la victoire. Il lui reste à montrer que le socialisme peut faire de la Chine un pays avancé sur tous les plans.

L'enjeu dépasse largement l'avenir du peuple chinois. Il touche à la réalité même du marxisme dans le monde. Nous ne sommes ni en 1848, date du Manifeste communiste de Marx et Engels, ni même en 1917, à ce moment-là la page du socialisme était encore blanche. Aujourd'hui, qu'est-ce que le socialisme pour l'opinion publique mondiale ? Avec l'URSS, le Vietnam ou Cuba, ce n'est pas la prospérité pour le peuple, ce n'est pas un système des millions de fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises comme l'annonçait Lénine, ce n'est pas la paix mais la guerre et l'expansion extérieure...Alors, il faut montrer que le socialisme n'aboutit pas inévitablement à ça !

Nous voulons avoir tous ces éléments en tête lorsque nous regardons la politique du Parti communiste chinois aujourd'hui. On peut être surpris par les modifications intervenues depuis la mort de Mao Zedong, on peut être sceptique, ne pas comprendre ou désapprouver certaines mesures ou orientations : le débat existe en Chine même, comment n'existerait-il pas dans nos têtes ? Il y a pourtant une chose que l'on doit comprendre profondément, c'est le droit et le devoir du Parti communiste chinois de chercher la voie, forcément nouvelle pour transformer la Chine en un grand pays industriel, prospère, socialiste et démocratique.

Les dangers existent, des erreurs sont inévitables mais on ne peut que souhaiter au Parti et au peuple chinois de réussir dans leur entreprise.

Henri JOUR

La prochaine édition du bimensuel comportera un entretien portant sur les questions brûlantes (démaoisation, changement de ligne, démocratie, etc) entre Henri Jour, chef de la délégation de journalistes de l'Humanité rouge reçue en Chine cet été et Jean Schubert.

La SONACOTRA veut en finir



Garges : plusieurs milliers, samedi 29 septembre, contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru. Devant ce foyer d'où, depuis 97 jours ce samedi là, avaient été expulsés les résidents. C'était la première initiative d'ampleur contre les lois scélérates, organisée par le comité de coordination des foyers en lutte, diverses associations d'immigrés, de nombreuses sections syndicales, UL, UD. Nombreuses certes, mais bien trop peu nombreuses encore... Il faudra bien d'autres initiatives encore, développer bien plus largement l'unité Français-immigrés, pour briser ce projet au moment de sa discussion au Parlement et au-delà.



A la veille de la session parlementaire où les projets de la loi Barre-Bonnet, Stoléru doivent être réexaminés, la Sonacotra et le gouvernement multiplient les expulsions et les actes de répression contre les résidents des foyers en lutte et contre leur organisation.

Ainsi, un délégué, membre du comité de Coordination, Rachid Kanoté, est passé devant la commission d'expulsion à la Préfecture de Créteil. Motif : Rachid a *« défavorablement attiré l'attention sur sa personne »*. C'est un bombage sur le mur du foyer de ce délégué qui aurait ainsi attiré l'attention sur lui ! (sans même d'ailleurs qu'il soit prouvé qu'il y fût pour quelque chose). Voilà qui augure bien de ce que peuvent signifier les « troubles à l'ordre public » prévus par la loi Bonnet comme motif d'expulsion !

Voilà en fait qui rappelle l'année 1976 et l'expulsion de dix-huit délégués ordonnée par le Bonnet de l'époque : Poniatowski. La riposte avait alors imposé le retour de seize d'entre eux (deux encore sont interdits de séjour en France) : le Conseil d'Etat avait dû déclarer ces expulsions illégales (en mars 1977).

Voilà donc ce que se propose de légaliser la loi Bonnet et ce que pratiquent d'ores et déjà les autorités.

Car d'autres délégués sont ainsi menacés, pour des raisons analogues, à Athis-Mons, à Saint-Denis...

Ecraser toute la résistance d'une partie de la classe ouvrière, les travailleurs immigrés, tel est l'un des buts de ces lois. L'opération gouvernementale contre les travailleurs immigrés en lutte dans les foyers depuis plus de quatre ans en est une illustration avant la lettre !

Ecraser une partie pour mieux écraser l'ensemble : tel est le but plus vaste dont il faut être bien conscient.

« Car si demain, dans un silence complice, les patrons se débarrassent des travailleurs immigrés, les refoulent, les pourchassent et les expulsent, il sera trop tard pour se poser la question : à qui le tour ? » (Appel de l'UD-CFDT du Val-d'Oise au rassemblement du 29 septembre à Garges-les-Gonesse.)

En effet ! Et c'est l'un des raisons qui justifient parfaitement que tout soit fait pour le succès de ce rassemblement, première initiative d'ampleur contre les lois racistes et anti-ouvrières Barre-Bonnet-Stoléru.

Jacques DUROC

Pierre Goldman assassiné



Photo HR (Bob Regard)

Nous étions 15 000 personnes à défiler de l'Institut médico-légal au cimetière du Père Lachaise à Paris, lors des obsèques de Pierre Goldman. Au cimetière, Azuquita, musicien panaméen ami de Goldman, jouait une dernière salsa, au rythme du bongo et des tumbas, hommage à Pierre Goldman, antiraciste et proche des Antillais et des Latino-américains.

Une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste conduite par André Druesne, a remis une gerbe de fleurs à la famille.

Qui était Goldman?

Jeudi 20 septembre, place des Peupliers, dans le 13e arrondissement de Paris, à 12 h 30, plusieurs coups de feu claquent. Pierre Goldman s'écroule. Le commando a disparu.

Des indices concernant les auteurs du crime sont donnés par des témoins de la scène. Huit jours plus tard, l'« enquête » ne fournit aucun indice sérieux, pourtant, il parait que des policiers ont assisté à la scène !

Quelques éléments ne suffiront pas à cerner réellement qui était Pierre Goldman et pourquoi il a été froidement assassiné. Néanmoins, dans le contexte actuel, ils peuvent avoir une signification importante :

— 35 ans, né de parents juifs polonais et résistants, marié à une antillaise ;

— Il a été pendant un temps aux côtés des trotskistes. Il s'est engagé aux côtés des guérilleros au Vénézuela ;

— Il commet quelques larcins et est accusé sans preuve d'un double meurtre lors d'une agression contre une pharmacie. Il est alors jeté en prison à perpétuité. La justice doit reprendre son dossier et après six ans de détention, peu avant Noël 1976, elle le déclare innocent « au bénéfice du doute ».

— Il était collaborateur du journal *Libération ;*

Alors ? Un homme déchiré, un révolté, déçu comme beaucoup d'autres par les lendemains de Mai-Juin 68, il se marginalise... Oui, mais aussi un antiraciste et un antifasciste.

Défendre les libertés menacées Réaliser l'unité anticapitaliste la plus large

Le pouvoir, en difficulté avec la crise économique et sociale, accentue son oppression et sa répression contre la masse des femmes et des hommes qui produisent toutes les richesses de la société et contre ceux qui sont privés de cet élément fondamental qu'est le droit au travail.

Pendant ce temps, le camp du peuple est toujours très divisé et ne peut ainsi riposter efficacement à toutes les attaques dont il est l'objet. Avec l'ascension interminable du chômage, la folle escalade des prix, c'est également à une nette recrudescence d'attentats racistes, de groupuscules fascistes et polices parallèles, et surtout des atteintes aux libertés, à laquelle on assiste.

Même si l'on ne connait pas les motivations exactes qui ont poussé à l'assassinat de Pierre Goldman, c'est un pas de plus... UN PAS DE TROP.

L'essentiel, dans ce contexte, n'est-il pas de travailler partout à l'unité anticapitaliste la plus large possible, pour opposer au pouvoir une riposte à la mesure des coups qu'il porte, et notamment en défendant les libertés de plus en plus menacées ?



Pierre Goldman était un passionné de musique. Ses amis musiciens ont joué pour lui une dernière « salsa ».

(Photo HR - Bob Regard)

La liste des exactions fascistes depuis deux ans serait trop longue pour en donner une énumération complète. Elles sont le plus souvent l'œuvre de commandos *apparemment* en marge des partis au pouvoir, mais aussi de groupes fascistes bien connus qui ont pignon sur rue (assurant par exemple le service d'ordre de Giscard lui-même) et de polices parallèles (tels les fameux « barbouzes » si chers au RPR) quand ce ne sont pas carrément des policiers officiels !

Des exactions...

A titre d'exemple, rappelons que soixante-deux Algériens ont été assassinés depuis 1971 et qu'un seul coupable a été arrêté !

Ces deux dernières années :

— Tortures sexistes contre Heidi à Paris et contre Annick à Caen. Tortures racistes contre Ali Abdou à Toulouse...

— Multiples attentats racistes contre des travailleurs immigrés individuellement et contre des foyers ou « hôtels » où ils ont été parqués.

Ce sont des coups de fusil et même des tirs d'armes automatiques, des incendies criminels. Ce sont des attentats contre certaines de leurs organisations, telle l'Amicale des Algériens, les multiples tabassages en pleine rue ou dans les commissariats et les vexations de toutes sortes comme les contrôles d'identité racistes.

— Recrudescence de l'antisémitisme : inscriptions nazies et anti-sémites, attentats contre la LICA Ligue contre l'antisémitisme et le racisme) à Bordeaux par exemple, contre Jean Legand à Paris le 22 septembre dernier. Jean Legand est ancien résistant et déporté.

— Attentats fascistes de toutes sortes : contre des organisations politiques se situant à gauche, des syndicats, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat de la Magistrature, des librairies progressistes, des journalistes et des journaux (S. Muracciole à Bastia, *Libération, Jeune Afrique*...). Attentats barbouzes contre les nationalistes corses légaux et leur siège ; assassinat de réfugiés basques espagnols, etc.

... et une politique gouvernementale

Ainsi se crée un climat d'insécurité et de tension. Fondamentalement, ce qui est mis en place, c'est un vaste plan de répression tous azimuts visant en premier lieu les travailleurs.

Certains faits sont également révélateurs d'un état d'esprit : les thèses néonazies de la « nouvelle droite » auraient-elles un impact, sans tout le tapage fait autour d'elles par les médias ?

C'est en haut lieu qu'on été décidées les sinistres lois Barre-Bonnet-Stoléru, qui poussent au racisme et livrent à l'arbitraire une partie importante de la classe ouvrière. C'est ce genre de mesures qui vise à supprimer progressivement les libertés démocratiques chèrement acquises par les luttes ouvrières et populaires. Il en est de même des atteintes au droit de manifestation et d'affichage, la tendance à institutionnaliser les interdictions professionnelles pour délit d'opinion' le fait que de plus en plus de syndicalistes ou simples travailleurs soient traduits en « justice » pour fait de grève ou participation à une manifestation, etc.

L'unité nécessaire

N'est-ce pas d'abord là où se trouve concentrée la majorité des travailleurs, dans les entreprises, qu'il faut organiser la riposte, notamment par l'intermédiaire des syndicats ? Il est grand temps d'agir contre l'esprit de boutique, le sectarisme, pour que se réalise l'unité à la base et massive pour empêcher l'application de lois scélérates. C'est d'ailleurs ce que font un certain nombre de sections et organismes syndicaux, qui sont obligés en l'occurrence de s'opposer à leur direction confédérale. C'est dans ce sens qu'il faut développer les efforts.

Claude LEBRUN



Photo HR (Bob Regard)

ASSASSINAT DE Pierre GOLDMAN

Les réactions

Après l'assassinat de Pierre Goldman, il ne faut pas s'attarder sur les réactions du pouvoir. En pareille occasion, il fait toujours mine d'être scandalisé. Ainsi, Peyrefitte, se voudrait rassurant en annonçant que l'enquête est menée et que les coupables sont activement recherchés...

Pierre Maitre (ouvrier de Reims) Laïd Sebai (Algérien), JL Lin (militant occitan), Juan Carrasco (patriote basque) et encore bien d'autres cibles de tueurs, mais dont le pouvoir a déjà oublié les noms. Par contre, les assassins, eux, sont tranquilles. Il ont tout au plus passé quelques jours en prison. Des noms qui témoignent tragiquement qu'il n'y a pas d'illusion à se faire.

Le véritable responsable, n'est-ce pas, précisément, le pouvoir ? Il laisse dans l'impunité les fascistes et les racistes de tout poil. Mais par contre, il poursuit et condamne des travailleurs qui défendent leurs droits, des militants d'organisations politiques ou syndicales.

La riposte

La riposte n'a pas tardé. Dès le lendemain, se déroulait à Paris une manifestation, appelée par les seules organisations dites « d'extrême gauche ». Nous y avons participé bien qu'ayant été tenus à l'écart, par les trotskistes de la réunion de préparation.

Le même jour, la Ligue des droits de l'homme prenait l'excellente initiative de réunir toutes les organisations (syndicales et politiques, humanitaires, etc ! sans exclusive, pour examiner en commun les actions immédiates et à plus long terme qui peuvent être réalisées dans l'unité la plus large.

Pour les organisations présentes, il était entendu que la riposte devait dépasser l'assassinat de Goldman, que ce devrait être une *« riposte aux violences, aux provocations et aux attentats racistes »*. (Communiqué commun du 21 septembre).

Dans la gauche traditionnelle

Le Parti socialiste ne s'est pas contenté d'une protestation platonique, d'une condamnation verbale. Dès le début, il s'est déclaré *« solidaire des organisations démocratiques qui entendent protester contre cet assassinat »* et a participé aux réunions unitaires préparant les obseques et le meeting du 2 octobre. Il a d'ailleurs été rejoint par les radicaux de gauche.

Par contre les dirigeants du PCF, sans aller jusqu'à hurler avec les loups comme ils l'avaient fait pour l'assassinat de Pierre Overney (devant les usines Renault-Billancourt en 1972), ont préféré un superbe isolement. Des protestations bien sûr (ils ont l'habitudel, des grands mots sur les atteintes aux libertés, mais strictement rien dans la pratique.

Pourquoi cette absence ? Ils n'avaient pas l'initiative de la riposte, mais s'ils avaient voulu la prendre ils en avaient les moyens, plus que quiconque. Des divergences d'analyse ? Oui, certes, mais c'est normal, cela existait autant parmi les participants, sinon, il n'y aurait pas 36 partis et syndicats. Un point important motive leur attitude : la politique d'exclusive. Ils s'obstinent dans leur sectarisme, dans leur refus d'actions communes avec ce qu'ils appellent « l'extrême-gauche », qu'ils font semblant d'ignorer.

Cet événement montre au grand jour que pour les dirigeants du PCF, il y a loin des paroles aux actes, même quand il s'agit d'un assassinat. Cette attitude a d'ailleurs créé des remous importants au sein de la fédération de Paris. Des critiques ont été avancées contre la direction. Pour certains, cela a été plus loin : à l'initiative de la revue *Dialectiques*, plusieurs centaines d'intellectuels du PCF ont signé un appel pour se joindre aux obsèques.

Dans les syndicats

Si la confédération CFDT a signé le communiqué du 21 septembre, par contre, elle s'est arrêtée là. Elle s'est servie de l'absence de sa consœur, la confédération CGT comme d'un prétexte pour ne rien faire. Cette dernière, à la différence du PCF, a dit tout haut (au téléphone) ce que le PCF pensait tout bas : *« Nous ne travaillons pas avec certaines organisations qui sont présentes » !*

Il apparait donc clairement que les dirigeants du PCF et de la CGT sont les principaux responsables de la division, puisque les autres organisations ont refusé toute politique d'exclusive. De plus, ils ont réussi à entrainer la CFDT et la FEN dans ... l'inaction ! Et c'est grave.

Claude LEBRUN





Les voleurs du dimanche

« *Non et non. On s'est battu, on se battra encore* ». Les employés de commerce ne veulent pas de l'ouverture des magasins le dimanche. Les nuages s'accumulent : alors que des grands magasins ouvrent leurs portes ici ou là, un projet de loi voudrait généraliser cette pratique.

Sur le parking d'une grande surface :

— *Madame, Conforama sera ouvert le dimanche. Qu'en pensez-vous ?*

— ... ?

— *Oui, souhaitez-vous que le magasin soit ouvert ?*

— *A première vue, je suis pour. Le dimanche ici, c'est un jour mort. Tout est fermé dans la ZUP. Ça mettrait un peu d'animation. Et puis, surtout l'hiver, il n'y a pas grand chose pour s'occuper.*

— Deuxième question : *Vous-même, accepteriez-vous de travailler le dimanche ?*

— *Travailler le dimanche ? Ça c'est un autre problème. Là, je suis franchement contre. Qu'on ne me demande pas ça : je refuserai, même si la paie est double. Le dimanche, c'est réservé à la famille ! ».*

Rencontre à peine imaginaire, juste pour poser les termes du débat. Selon certain sondage, 80 % des gens sont pour l'ouverture le dimanche. Commodité, distraction : tout se mêle. C'est facile de répondre oui et ça n'engage à rien. Ça m'arrangerait... Pourtant, vu du côté salarié, le travail sept jours sur sept n'a quand même pas des allures de progrès social !

Le piège

Plutôt que d'imposer, on sonde. Les patrons imposent leur réalité en l'insinuant d'abord dans nos désirs. Un jour fermé, c'est un manque à gagner. Pour les *Conforama*, les *Darty*, les *Euromarchés* ou les banques, un jour d'ouverture en plus, c'est des profits en plus !

Jusqu'à présent, toute ouverture le dimanche impliquant des salariés est soumise à une dérogation préfectorale. Certains patrons sautent d'ailleurs par dessus à pieds joints : les amendes sont la plupart du temps ridicules au regard des profits. Certains ont cependant senti passer la justice, tel le magasin *Assaut* de Rennes, condamné à plusieurs millions d'amendes sur plainte de la CFDT.

Mais plutôt que de tourner la loi à la petite semaine, les patrons de magasins préféreraient en changer. Dans les coulisses de la campagne pour l'ouverture sept jours sur sept, se cache le groupe de pression des commerçants petits et gros. Boulin, le ministre du travail, les a d'ailleurs entendus : on prépare dans son cabinet un projet de loi allant dans ce sens.

Qu'est-ce qu'on fait le dimanche ?

A l'heure où les travailleurs du commerce — comme les autres — revendiquent les 35 heures, ce projet de loi a des airs de provocation. Inacceptable : là-dessus toutes les employées sont d'accord : « *Le dimanche*, me dit une caissière, *c'est la vie de famille. On travaille souvent en nocturne. En plus, on travaille presque tous les samedis. C'est tout un problème, pour une femme qui a des enfants, d'avoir un mercredi de temps en temps...*

Si en plus on doit aller travailler le dimanche, quand donc va-t-on se voir... Les enfants vont à l'école : quand je suis là le matin, eux n'y sont pas. Le soir, ils sont à la maison, moi, je n'y suis pas... ».

Le projet de loi Boulin représente un pas en arrière pour les conditions de travail des employés de grands magasins, déjà si défavorisés. Qui peut y gagner ? Les patrons : c'est sûr. Et les consommateurs... au delà d'une petite « commodité » pour les clients, on cherche à capter un peu plus leur « temps de vivre » pour l'intégrer mieux encore à la logique du capital.

Loïc Richard, permanent régional de la CFDT-commerce en Bretagne pose la question : « *N'y a-t-il pas d'autres détentes possibles, d'autres lieux de promenade le dimanche que la visite d'une grande surface de meuble ou d'un centre commercial... ?* »

Enquête Yannick DAGORN

Les coups de sonde d'Euromarché

Euromarché à St-Brieuc, en tout début de saison touristique. Le directeur décide de faire l'inventaire un dimanche : pas question de sacrifier un lundi. Les employées qui viendront dimanche seront payées à 200 % et les heures seront récupérées.

La carotte est tentante et les réactions diverses au premier abord. La proposition de boycotte avancée par la CFDT tombe à plat : « *Tout le monde se laisse avoir par le fric. Les conditions de travail continuent à passer au second plan* ».

Une assemblée générale est cependant convoquée : « *Si on accepte, ça recommencera tous les ans. Le patron va prendre une mauvaise habitude ; il nous demandera nos dimanches à tout bout de champ. Pas question* ». Le lendemain, plusieurs employées remettent en cause leur inscription. Malgré les pressions, c'est gagné. Le directeur ramasse ses billes et l'inventaire n'aura pas lieu.

GARNIER REDON

La 3e mort

Garnier, terminé ? Officiellement, oui. Depuis ce lundi 23 juin, où le syndic a annoncé le licenciement de l'ensemble des 367 salariés. Depuis : chômage. Mais aussi occupation et organisation. *« Garnier vivra »*. Pour resusciter le mort, il va falloir le secouer bien fort.

Le pays de Redon est désormais une mini-Lorraine. Le chômage a monté, comme une crue de la Vilaine. Cette fois, les berges sont franchies. Le chômage : 13,3 % l'an dernier. Avec les licenciés de Garnier, on approche les 18 %. Record absolu.

La situation n'est pas une catastrophe soudaine, mais au contraire l'aboutissement d'une longue suite d'inconséquences. (Voir encart).

Une fin ? La lutte peut décider du contraire. Aujourd'hui, tous s'unissent à Redon et dans la région pour sortir de cette impasse.

Faire en sorte, tout d'abord, que les ouvriers de Garnier ne soient pas isolés et ne restent pas dispersés dans la nature. L'usine est occupée par roulements : elle reste le point d'ancrage et de ralliement. Une des premières bagarres est de lui rendre vie en imposant qu'un y rebranche l'électricité. Cela n'a pas été encore obtenu, mais la lutte va continuer sur ce point.

Par contre, tous les ouvriers de Garnier pointeront désormais à l'agence pour l'emploi de Redon. Cela vient d'être gagné. Plutôt que de s'émietter en pointant dans les mairies à 20 km alentour ; l'agence de Redon devient ainsi un lieu de regroupement.

Unis les Garnier, mais aussi autour d'eux toute la population. Les syndicats s'y emploient à Redon et dans son pays : des contacts sérieux ont en particulier été établis avec les paysans. On se dirige d'autre part vers l'élargissement d'une solidarité à la Bretagne toute entière : la manifestation régionale CFDT du samedi 29 septembre a franchi un grand pas dans ce sens.



1970 : Première mise en vente de l'usine. Garnier appartient alors au dernier rejeton d'une famille locale, qui, d'agrandissement en agrandissement a porté l'entreprise jusqu'à 900 ouvriers.

Fin d'une période : celle d'un capitalisme à développement régional. L'entreprise est à cette date achetée par Maury, préfet hors cadre et grand chasseur de primes.

1975 : En cinq ans, Maury a empoché quatre milliards de subventions. Pas un sou pour Garnier : l'argent part ailleurs et sert à boucher des trous que Maury a creusés dans d'autres entreprises. Les effectifs descendent de 900 à 650 par départs « naturels ». Enfin, l'État lâche Maury. Tout le monde à 35 heures (et Monsieur s'en va). Il n'a jamais été présent à Redon plus de deux jours par mois. C'est la deuxième mort de Garnier.

Pendant trois mois, l'usine est occupée. Lutte régionale exemplaire : unité d'un pays, en particulier unité ouvriers-paysans.

Un nouveau sauveur se pointe : Akesson. Il cherche lui aussi des millions pour remettre à flot son groupe, le groupe Roffo.

1976 : Re-crise, re-lâchage : Roffo dépose son bilan. Ayel, le directeur nommé par Akesson, reprend l'affaire en rachetant toutes les action pour 1franc symbolique. Il hérite de l'usine. Il hérite également de dettes énormes accrochées à l'entreprise comme une casserole à la queue d'un chien.

1979 : Depuis le début de l'année, ça sentait le roussi. Le tribunal de commerce refusant l'étalement du remboursement des dettes. Ayel a tout d'abord tenté de « faire des économies » en licenciant. Puis, pris d'un vent de panique, il a finalement lâché le morceau. Le licenciement économique est prononcé début juillet : un mauvais coup de l'été.

« *Gâchis exemplaire* », titrait *Le Monde*. En effet, gaspillage, inconséquence, voire escroquerie : dix ans pendant lesquels on a pratiqué le détournement de fonds, avec la complicité des notables locaux. « Fatalité », disent-ils maintenant. Plutôt : pillage organisé sur fond de magouilles politiques.

Trouver une solution d'ensemble

On s'attache, d'autre part, à démontrer que le redémarrage de Garnier n'est pas chose impossible. Les syndicats s'y emploient avec acharnement. Un dossier constitué par la Syndex (Groupe d'étude lié à la CFDT) indique les directions possibles : pas de solution partielle.

Au contraire, une solution d'ensemble, englobant les 367 licenciés de juin plus les 30 personnes précédemment licenciées en janvier. Une solution qui préserve les avantages acquis, et en particulier l'ancienneté. (C'est important car la moyenne d'âge est de 42 ans).

Il existe un marché pour la machine agricole en Bretagne : ce matériel sera-t-il fabriqué désormais totalement à l'extérieur de la région ?

Ne serait-il pas plus souhaitable au contraire que cette production se poursuive au pays ?

Oui. Certainement. Décider au pays, cela passe aussi par cela. C'est dans ce sens que des contacts suivis ont été noués avec les syndicats paysans ainsi qu'avec des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

« *Il faut qu'on bâtisse quelque chose de solide* », dit Claude Chatebel. Quelque chose de plus solide que les « cache misère » que mettent en place les pouvoirs publics.

Yannick DAGORN

LE FIL DE L'ACTUALITE

Pas d'informations sur l'information

Pressions sur l'information des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur les pressions du pouvoir dans l'information.

97 témoins auditionnés, 40 séances de travail, six mois d'investigation. La commission n'avait pas chômé. Voilà qu'allaient apparaître au grand jour les innombrables méfaits du pouvoir qui depuis des années s'emploie à manipuler l'information, s'ingère dans la presse et rogne la liberté d'expression. C'était compter sans la vigilance des parlementaires RPR et UDF dont les partis, l'un comme l'autre, hier et aujourd'hui, sont mouillés jusqu'au cou dans ces opérations contre la démocratie. Les gens du RPR étant dans l'incapacité de manipuler contre Giscard, sans s'éclabousser eux-mêmes, un dossier aussi compromettant : c'est la complicité des coquins qui a joué pour bloquer la publicité des travaux de la commission. Le rapport de 700 pages et les compte-rendus d'auditions des témoins (responsables de presse, journalistes et hauts fonctionnaires) seront confiés à la critique rongeuse des souris des Archives. Pour le public, un rapport de quelques dizaines de lignes, vide de tout contenu a été publié le 24 septembre. Vive la « démocratie française », monsieur le Président !

Mobilisation pour le droit à l'avortement et à la contraception

Le 3 octobre prochain, le gouvernement annoncera ses intentions sur les modifications de la loi Veil sur l'avortement qui sera rediscutée le 20 novembre au Parlement. En fait, il semble que la loi sera reconduite dans ses termes actuels avec peut-être une plus grande incitation à ouvrir les centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans les hôpitaux.

Pourtant, le droit pour les femmes à *« choisir de donner la vie »* devient de plus en plus une revendication dans la population française : un sondage IFOP publié dans *F Magazine*, chiffre à 67 % les Français qui pensent que le droit à l'avortement est un droit fondamental (contre 49 % en 1974).

La lutte s'élargit donc pour l'amélioration de la loi Veil. Un collectif de femmes s'est constitué pour appeler à une manifestation des femmes le samedi 6 octobre à Paris. Le groupe *Choisir* organise les 5, 6 et 7 octobre un colloque à l'UNESCO à Paris et syndicats, partis et organisations de gauche commencent à se concerter pour organiser des actions communes. En province aussi, plusieurs actions sont prévues.

*Claire **MASSON***



La lutte s'élargit pour l'amélioration de la loi Veil. (Photo HR - Bob Regard)

MONOPOLES

« Cadeaux de l'État aux monopoles ». La formule qui décrit le trajet effectué par l'argent pris dans la poche des travailleurs au moyen de l'impôt et de la récente augmentation des cotisations sociales vers les caisses des grands groupes capitalistes a souvent l'inconvénient d'être vague. La discrétion étant de mise en cette matière de la part des intéressés. Le rapport d'un inspecteur des finances (H. Hannoun) sur l'aide de l'État à l'industrie vient partiellement combler cette lacune.

On apprend ainsi que les groupes CGE, Thomson-Brandt, CII Honeywell-Bull, Dassault, SNIAS, Empain-Schneider et Alsthom-Atlantique reçoivent l'essentiel de cette manne de l'Etat dont le montant s'est élevé à 33 360 millions de francs lourds entre 1973 et 1976. Trois branches industrielles sont les principales bénéficiaires de « l'aide » de l'État : la construction aéronautique (36,6 %), l'électronique (15,1 %) et la construction navale (11,5 %).

Outre l'« aide publique », ces grands groupes bénéficient d'un financement de leurs exportations au titre des « subventions pour garantie de risque économique à l'étranger », ce qui a représenté en cinq ans la coquette somme de 1,18 milliard pour le groupe Dassault et 1,05 milliard pour la CGE (Empain-Schneider 0,83 ; Thomson 0,42 ; SNIAS 0,27).

A cela il faudrait ajouter les exonérations de charges sociales pour certains groupes, les primes de création d'emploi auxquelles s'ajoutent ensuite les aides pour la suppression des dits emplois, les crédits bonifiés, les prêts, etc. CGE, Thomson, Dassault, Empain... pensez à eux en payant vos impôts !

DOSSIER DANS L'ACTUALITE

A qui sert l'armée?

Dossier réalisé par Jacques BERTRAND

L'actualité des semaines à venir, le débat sur la Défense européenne, le vote prochain au Parlement du budget «défense», les maœuvres de Haute-Saône, les luttes et les efforts d'organisation menés par les soldats, la répression qu'ils subissent... placent les questions militaires dans les pleins feux de l'actualité

Pavé dans la mare ? L'expression est sans doute un peu forte. Mais l'idée lancée par Alexandre Sanguinetti et le général Buis que la sécurité et l'indépendance de l'Europe ne peuvent être assurées que par une collaboration nucléaire entre Français et Allemands a eu au moins ce mérite de déchirer un coin du voile dont gouvernement et hautes instances militaires s'emploient à entourer dans notre pays les problèmes de défense et de l'armée pour n'en laisser filtrer qu'une image déformée... et par trop rassurante.

D'opérations « portes-ouvertes » en manœuvres dites *« terrains libres »* avec détour grâce à TF1 et A2 au PC souterrain de la force de frappe nucléaire française, le gouvernement — avec l'aide des officiers spécialistes des relations publiques du SIRPA (1) — s'est en effet attaché depuis plusieurs années à imposer l'idée d'une armée française entièrement vouée à la « défense du pays », respectueuse de la Constitution et soucieuse de sa prétendue neutralité ... L'idée de la crédibilité et du sérieux de ses conceptions stratégiques, mariant harmonieusement défense de l'indépendance nationale et participation au maintien de la sécurité européenne, s'appuyant sur des systèmes d'armes modernes, à l'avant-garde de la technique ... L'idée d'une armée réalisant grâce à la conscription, ce mariage armée-nation, pilier de la dissuasion « populaire » et où, s'il fallait l'en croire, le contingent se satisfait pendant un an des rapports tissés avec les cadres et apprécie la « simplicité » (!) de vie et la chaude fraternité des casernes.



Certes, ce discours officiel n'a jamais fait l'unanimité dans les milieux politiques traditionnels, (moins encore, bien sûr, dans l'opinion et dans la jeunesse en particulier). Chaque année, au Parlement, en octobre, le vote du budget de la Défense donnait lieu aux habituels affrontements — traditionnels pour ainsi dire — entre partisans d'une défense dite nationale et tenants de positions plus européennes sinon atlantiques. En somme, l'habituelle tempête dans un verre d'eau, plus ou moins passionnée suivant l'approche d'échéances électorales, où les vraies questions étaient éludées, où les intérêts fondamentaux des travailleurs (et spécialement des soldats) étaient régulièrement passés sous silence.

Le « pavé » Buis-Sanguinetti a au moins ce mérite par rapport à la suffisance et à l'autosatisfaction gouvernementales (comme par rapport aux polémiques politiciennes habituelles) de lancer sur la place publique quelques vérités salutaires dont la plus importante à nos yeux est que les

(1) SIRPA : Service d'information et de relations publiques des armées.

→

(Suite de la page 13)

conceptions officielles comme les moyens actuels de la défense sont incapables d'assurer la protection du pays face au renforcement du potentiel militaire soviétique et à la menace qu'il implique.

Un coin du voile est déchiré. Bien.

Mais c'est aussi trop peu pour mettre à nu la réalité de la politique militaire et de défense du pouvoir ou encore celle des propositions des autres secteurs de la bourgeoisie en la matière. Malgré leurs polémiques nombreuses et parfois rageuses, droite et gauche s'accordent dans notre pays pour masquer aux travailleurs l'essentiel : à savoir que cette armée, les conceptions de défense en vigueur ne sont que celles de la classe dominante, au service de sa politique de classe et de la défense de ses intérêts bien compris, ses profits. Les dirigeants du PCF souscrivent à cette conspiration du silence à leur manière : en laissant entrevoir la possibilité, dans la société actuelle, d'existence « d'une armée démocratique et moderne » et de définir « une véritable politique de défense nationale » (*l'Humanité* du 2 août, Louis Baillot, responsable des questions de défense du PCF), au service soi-disant des travailleurs.

Qui pourra croire que ce gouvernement dont le patronat ne sait comment louer la politique de classe, ce gouvernement qui a la haute main sur tous les moyens militaires et sur l'élaboration des conceptions de défense accepterait de définir une politique de défense et de mettre sur pied une armée qui soit au service des travailleurs, alors même qu'il est chargé de défendre les intérêts, les profits des monopoles ?

Quel appelé pourra croire, service militaire effectué, à cette fable d'une armée au service des travailleurs, lui qui, dans le meilleur des cas, n'aura eu à subir pendant un an que mépris, vexations et brimades et, qui, s'il a osé relever la tête, aura eu droit aux geôles de l'armée ?

Quel soldat, homme du rang ou sous-officier, pourra croire à cette soi-disant efficacité opérationnelle de l'armée française, lui dont l'AMX 30 sera tombé en panne une heure après le début de la manœuvre et qui aura pu juger sur le terrain de l'incompétence et du je-m'en-foutisme d'une bonne partie des cadres ?

Sur toutes ces questions, les travailleurs et les masses populaires ne sauraient donc s'en remettre à la bourgeoisie, lui faire confiance. Il importe au contraire que soit développé sur ces problèmes de défense et de l'armée un point de vue conforme à leurs intérêts de classe.

«Le dernier rempart...»

«La DOT est aujourd'hui réorganisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en 68» (Fanton, secrétaire d'Etat à la défense nationale, 19 janvier 1970).

«L'armée est le dernier rempart de la société libérale» (Galley, ministre des transports, à Lille en 1973, devant un congrès d'officiers de réserve)

«Nous sommes en guerre, en guerre subversive» (Marcel Bigeard, secrétaire d'Etat à la défense, Défense 1975).

Ces déclarations officielles de divers hauts responsables de l'armée, de la défense ou du gouvernement se suffisent à elles-mêmes : elles indiquent clairement — si besoin était — que la mission essentielle de l'armée dans notre pays est de maintenir, contre les travailleurs, le pouvoir et l'ordre capitalistes.

Certains pourtant ont voulu les minimiser et n'y voir qu'énervement où tentative d'intimidation d'un quelconque ministre. D'autres, à gauche tout particulièrement, parmi les dirigeants du PS ou du PCF, ont cru devoir pousser de hauts cris, protester véhémentement contre ce détournement de mission dont l'armée serait victime, elle dont la seule raison d'exister serait d'être « au service de la nation » ! En somme, de Gaulle et après lui Giscard, à les croire, seraient les seuls responsables ! Quelle belle armée, à les entendre, nous devions avoir... avant !

Mais les faits sont têtus, tant dans notre pays qu'à l'étranger. Faut-il donc rappeler une nouvelle fois tous les massacres, toutes les interventions antipopulaires dont l'armée dans notre pays s'est rendue coupable depuis près de 150 ans ? Faut-il donc rappeler une nouvelle fois les événements du Chili et le rôle que l'armée y tint et, plus près de nous, le Nicaragua et celui de l'armée somoziste ?

L'armée, c'est bien vrai, n'intervient plus *militairement* contre les travailleurs comme il le fut d'usage durant le siècle dernier et pendant les premières décennies du XXe siècle. Mais rien ne serait plus faux que de croire qu'elle aurait, depuis, changé, que son rôle fondamental ne soit plus de sauvegarder la domination et l'exploitation capitalistes contre les travailleurs et de s'opposer à leur volonté de briser leurs chaînes.

A elles seules, l'intervention de l'armée pour briser les grèves (postiers, éboueurs, transports, aiguilleurs du ciel, etc.) et l'oppression que subit le contingent suffiraient à le prouver.

Mais il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg et il y a plus. Il y a tous ces véritables plans de guerre civile, chaque jour perfectionnés, cette réorganisation en cours de l'armée où le souci essentiel est bien, comme le disait Fanton, de ne plus voir se reproduire les événements de 1968.

Mai 68, le tournant...

Mai 68, justement, constitue un tournant. Non pas que l'armée dans la période précédente n'ait pas été destinée en cas de besoin, à la répression du peuple par les armes. Tout un arsenal législatif permettant de faire intervenir tout ou partie de l'armée et même de faire passer tout ou partie des pouvoirs publics sous l'autorité militaire existait (et bien sûr existe encore) : procédure de réquisition, état de siège, état d'urgence, mise en œuvre de la DOT, article 16 de la Constitution, etc.

En 1968, cette intervention, cependant, pour être efficace ne pouvait qu'être massive vu l'ampleur du mouvement révolutionnaire : et cela posait bien sûr la question de l'attitude du contingent, présent dans un très grand nombre d'unités... Jugeant peu sûr le contingent malgré l'isolement dans lequel il était maintenu et malgré la propagande à laquelle il était soumis, la bourgeoisie ne put donc que s'en remettre à ses forces « ordinaires » de répression : police, CRS, gendarmerie mobile sans oublier les milices fascistes dont elle favorisera directement ou indirectement la mise sur pied ou le renforcement et l'activité.

Toujours est-il que l'armée fut, par la force des choses, cantonnée dans un rôle de dissuasion, loin d'être négligeable cependant : chars autour de Paris, regroupements de troupes dans certains camps de la région parisienne, etc.

Mais les leçons n'allaient pas tarder à être tirées pour y remédier. Depuis et cela se poursuit, les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont manqué de modifier, de renforcer et de réorganiser l'appareil militaire, plus généralement l'appareil de répression, dans une direction commune, celle qu'indiquera Fanton : faire en sorte que de tels événements ne se reproduisent plus.

La réforme

Plusieurs axes, trois essentiellement, se dégagent dans la réforme qui devait être entreprise :

— Renforcement des forces de police, des CRS et de la gendarmerie (surtout la gendarmerie mobile).

— Renforcement et regroupement dans les mêmes unités des effectifs professionnels et engagés, considérés comme plus sûrs politiquement.

— Limitation du rôle des appelés, de plus en plus cantonnés dans des tâches militaires secondaires, dans les tâches de soutien de l'armée de métier ou dans le rôle (forcé) de briseur de grèves.

Enfin, un important effort fut entrepris pour définir le cadre d'emploi des troupes en cas de troubles graves. La DOT, née en 1962, et dont la mise en œuvre était liée précédemment à des opérations de défense extérieure, fut réorientée nettement dans le sens de la lutte contre la « subversion ».

Onze jours avant la déclaration de Fanton, était approuvée une « Instruction provisoire sur l'emploi des forces terrestres en défense opérationnelle du territoire » ; en août 1970, paraissait « l'Instruction générale interministérielle sur les points sensibles », dénommée TTA 180, dont nous aurons à reparler... Textes, ou, sous couvert de protection des installations de défense ou nécessaires à « la vie de la nation » (télécommunications, usines d'importance stratégique, etc.) le pays peut être mis en coupe réglée. Mais il ne s'agissait là que d'un début.

«Le dernier carré...»

«... Le bras séculier, c'est l'armée, la gendarmerie mobile, (...) les troupes aéroportées, la légion, des éléments de blindés, les cadres de réserve. Le dernier carré ». (J. R. Tournoux, *« Le mois de mai du général, livre blanc des événements »* (Plon éditeur - 1969).

Une des premières conclusions que devait tirer le gouvernement après 1968 avait trait à l'impérieuse nécessité de renforcer ses forces de répression. De plus, c'était un secteur où il pouvait agir rapidement, contrairement à l'armée, où, du fait de l'ampleur des modifications nécessaires et de la procédure à suivre (voie législative pour modifier le recrutement par exemple), la réorganisation ne pouvait qu'être plus lente.

CRS, gendarmerie mobile...

De 1968 à 1971, les effectifs des CRS devaient passer de 13 500 à 18 000, chiffres portés à 20 000 aujourd'hui, soit une augmentation de 50 % en dix ans. La gendarmerie, et surtout la gendarmerie mobile dans un premier temps, devait bénéficier d'un accroissement encore plus important. Ainsi, de moins de 60 000, ses effectifs devaient dépasser 67 000 en 1971 et ils atteignaient 78 000 hommes en 1978, parmi lesquels environ 20 000 gendarmes mobiles. A noter que dans le projet de la défense élaboré par le gouvernement pour 1980, la gendarmerie est la seule force au sein de l'armée à voir son personnel augmenter (plus de 80 000 donc, en 1980).

Parallèlement, les moyens matériels dont disposent ces deux catégories de forces ont été considérablement perfectionnés et renforcés ; depuis 1973-1974, la modernisation du parc de blindés de la gendarmrie mobile a débuté. Composé en 1968 (entre autres) d'AMX 13 et d'automitrailleuses américaines M8, matériels relativement anciens, il est en cours de renouvellement par des VXB type gendarmerie, véhicules blindés à roues existant en différentes versions spécialement étudiées pour les interventions anti-insurrectionnelles. Au total, plus de 600 exemplaires seront fournis ; 300 ont déjà été livrés. A l'heure actuelle, l'armement individuel de la gendarmerie, son parc hélicoptère et son matériel de télécommunication sont en cours de rénovation ; un matériel de téléinformatique sophistiqué est en cours d'acquisition.



Véhicules blindés étudiés pour les interventions anti-insurrectionnelles.

... et armée de métier

Mais, par ailleurs, il s'agissait aussi pour le pouvoir de se donner les moyens, en cas de « troubles graves », du type 1968, de renforcer ces forces de police et de gendarmerie par des unités de l'armée, politiquement sûres et en nombre suffisant — si besoin pour une intervention militaire directe contre le mouvement populaire et de toute façon pour assurer la *protection armée des installations* vitales pour la bourgeoisie : ministères, préfectures, casernes, établissements militaires et de défense, trafic aérien, postes et télécommunications, etc., tout en veillant à faire assurer le *fonctionnement minimum* des services ju-

Suite de la page 15

gés indispensables à la continuité de l'action gouvernementale. Pour ce faire, le gouvernement a entrepris d'une part un renforcement important des unités de l'armée entièrement composées de professionnels ou d'engagés, jugées plus sûres et qui seraient donc chargées d'intervenir par les armes (si besoin est) et à tout le moins de protéger les installations dites vitales. Et d'autre part, il a entrepris de limiter le nombre des appelés, de réduire autant que possible leur instruction et leur rôle militaire opérationnel pour les cantonner dans des tâches de soutien de cette armée de métier ou des tâches « service public ». On sait ce que cela veut dire, puisqu'à côté des opérations paille, marée noire, incendie et autres (qui servent de prétexte au gouvernement pour accorder un peu moins d'instruction aux appelés), le contingent a été de plus en plus utilisé pour briser les grèves des éboueurs, des transports, des postiers, etc. Et à n'en pas douter en cas de situation intérieure grave, ces mêmes appelés seraient chargés de faire fonctionner les services publics minimum nécessaires à l'action du gouvernement (ce fut déjà le cas quoique de manière limitée en 68, pour la poste, les transports en commun, la douane, les services d'inhumation, l'aide au sol pour l'activité militaire aérienne, considerablement renforcée à cette époque.)

La 9e division d'infanterie de marine qui ne comptait que peu d'engagés (1) à la fin des années 1960 en compte aujourd'hui plus de 50 %. Même chose pour la 2e division para (Sud-Ouest) et il ne s'agit là que d'un début. Appelés et engagés sont le plus possible regroupés dans des unités bien distinctes. Ce qui offre l'avantage d'isoler ces derniers et de les soustraire à l'influence et à la pression éventuelles du contingent dans les périodes de crise. D'autres unités de métier (légion en particulier) trouvent place également dans d'autres divisions, comme le 1er régiment étranger de cavalerie à Orange, qui appartient à la 14e division d'infanterie (PC à Lyon).

A côté de cela, le nombre des appelés effectuant leur service militaire a diminué de près de 20 000 au cours des derniers années. La comparaison des chiffres publiés au Journal Officiel fait apparaître rien que pour les années 1976 et 1979 une augmentation de 1 % du nombre des personnels de carrière et sous contrat (et bien sûr le même chiffre, en diminution cette fois pour le contingent). Moins de 30 % du total des jeunes effectuant leur service (266 700 en 1979) sont affectés à des emplois combattants, les autres servant comme chauffeurs ou dans des emplois administratifs.

Note 1 : La 9e DIMA, pas plus que la 2e DP, n'existaient sous forme de divisions en 68. Mais la plupart des régiments qui les ont constitués depuis existaient en tant que tels et permettent donc une comparaison.

«La participation de l'armée à la défense civile»

Extrait de « La Défense nationale » - juillet 1972 - rédigé par Jean Ravail à l'époque inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.

« L'armée contribue sous différentes formes à assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et à préparer l'application des mesures qui s'avéreraient nécessaires en cas de crise. Dans cette hypothèse, on va le voir, son rôle ira grandissant. Pourquoi ?

» Parce que l'action du gouvernement se trouve orientée dès que les choses se gâtent vers la satisfaction des besoins essentiels de la population (!?) et qu'il est ainsi amené, en cas de grève, à assurer un fonctionnement minimum des services publics.

» Certes, le recours à la réquisition (1) devrait lui permettre de régler la question, mais l'expérience montre que l'usage de la contrainte se heurte à de nombreuses difficultés d'ordre pratique et psychologique : absorbées par leurs tâches de préservation de l'ordre, les forces de police (2) n'ont guère de temps disponible pour procéder à la notification des ordres de réquisition et à la prise de mesures autoritaires, même justifiées dans leur principe n'est guère accueillie favorablement par l'opinion publique. D'où la tendance du gouvernement à faire appel aux armées pour remplacer momentanément le personnel civil défaillant. C'est ainsi qu'à chaque grève des transports en commun apparaissent aussitôt des camions militaires sur les principaux axes de communication et que l'esplanade des Invalides se trouve transformée en gare militaire routière. De même en cas de grève des éboueurs, les ordures ménagères sont enlevées par des soldats qui conduisent les bennes civiles des services municipaux de nettoiement. On peut enfin rappeler que lors des événements de Mai 68, le contrôle de la navigation aérienne et une partie du transport aérien civil ont été assurés par des personnels militaires.

Parallèlement à ces mesures connues de tous, interviennent en cas de crise d'autres actions *militaires* moins spectaculaires qui consistent à renforcer le nombre de points sensibles gardés.

Il est bien évident que la sauvegarde d'un certain nombre d'installations vitales doit être assurée de façon impérative et que lorsque la machine gouvernementale risque d'être grippée, des précautions doivent être prises pour qu'elle puisse continuer à tourner : l'armée est là pour y veiller (3)

1) Il s'agit de la réquisition des travailleurs, procédure courante dans le début du 20 e siècle mais qui a été abandonnée depuis, pour les raisons ci-dessus exposées.
2) Il faut entendre forces de police et de gendarmerie.
3) Y compris par la répression armée directe...

Quadrillage intérieur et DOT

Différentes révélations parues dans la presse ont permis de juger la teneur des nouvelles orientations qui prévalent depuis 1968 pour la DOT (1).

La pièce maîtresse de cet édifice est constitué par *« l'instruction interministérielle sur les points sensibles »* parue en août 1970 (2) et les différents répertoires, nationaux, régionaux et départementaux où ces points sensibles sont classés.

La propagande gouvernementale s'est bien sûr évertuée à accréditer l'idée que ces documents, tout comme les mesures qui en sont tirées, ne visent qu'à *« défendre le territoire national contre une agression extérieure »*.

La revue *Stratégie et défense* (3) précisait dans son numéro de mai 1978 : *« Le SGDN a entrepris une refonte de l'instruction interministérielle TTA 180 sur les points sensibles du territoire. A partir de cette instruction, sont définis les plans généraux de protection pour chaque département, les conditions d'emploi des forces du maintien de l'ordre et les plans de sauvegarde dit minimum dans l'hypothèse de troubles graves généralisés et quasi-insurrectionnels en France, à l'exclusion de toute menace extérieure visant le territoire national ».*

Précisons que les points sensibles, loin de ne comprendre que des installations de défense comme celles de la force de frappe nucléaire, englobent bâtiments et édifices nécessaires à l'activité du gouvernement (ministères, préfectures, etc.), mais aussi, et ce sont les plus nombreux, des établissements industriels jugés vitaux, les moyens de communication et de télécommunication importantes (SNCF, PTT, ORTF, etc.) les installations énergétiques (EDF, dépôts de carburants, etc.)

Le répertoire général où sont consignés ces points sensibles est utilisé par le gouvernement pour évaluer le volume total des forces qui seront nécessaires pour la défense de ces points névralgiques et prévoir leur répartition.

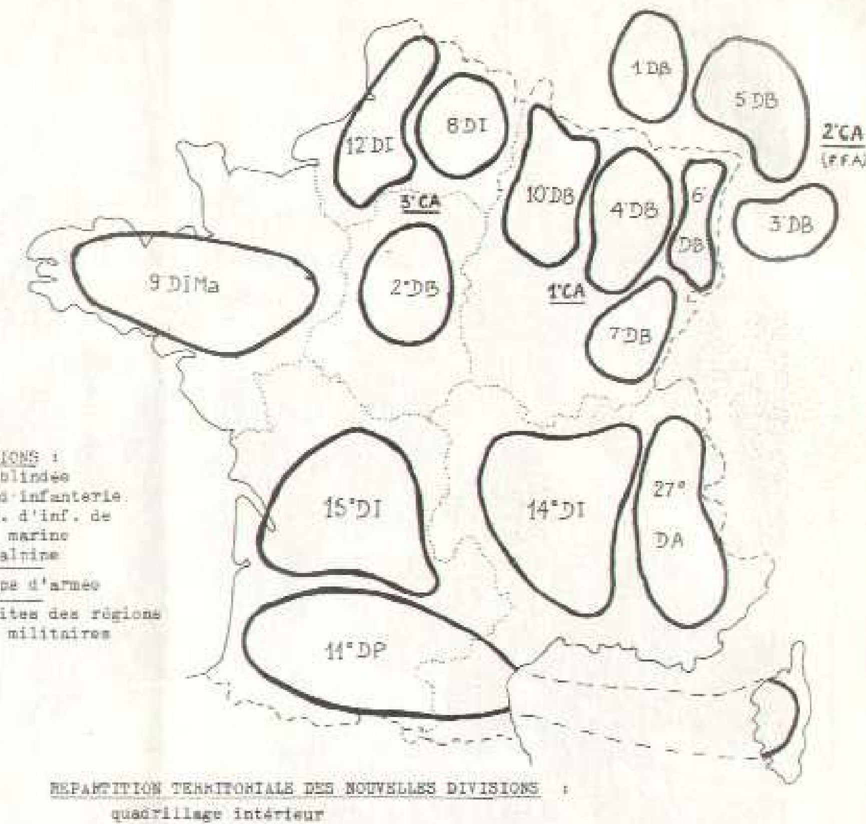
Il existe toute une hiérarchie de mesures, envisagées suivant la gravité de la situation. (La situation politique et sociale intérieure). Elles vont des simples dispositions de protection, variables pour chaque point sensible, jusqu'à la mise en œuvre de la DOT, liée ou non à d'autres mesures d'exception (état d'urgence, état de siège, article 16 de la Constitution, etc.)

Signalons que les entreprises répertoriées comme points sensibles ont l'obligation de désigner un responsable sécurité accrédité par le préfet, qu'elles doivent fournir à l'autorité responsable (préfet) la liste des personnels ayant accès aux points névralgiques de l'entreprise (transformateur, citerne, salle de commande, etc.), et qu'elles doivent prévenir d'urgence le préfet en cas de « troubles » : traduisons, « de grève ». Si elles travaillent pour les armées, elles doivent aussi prévenir la sécurité militaire.

En période de « paix intérieure », ce sont donc « uniquement » les mesures de protection locale qui sont prises. Elles sont renforcées par des patrouilles de police et gendarmerie pour les installations les plus importantes.

Si des « troubles » se développent, des dispositions de sécurité renforcées peuvent être prises à l'intérieur même du point sensible et à ses abords immédiats. Dès que ces troubles atteignent une étendue et un degré importants, le préfet de chaque département peut décider d'appliquer — totalement ou partiellement — le « plan général de protection ». On peut estimer que l'application en est décidée en cas de grève générale accompagnée de manifestations plus ou moins violentes. La prolongation d'une telle situation, comme par exemple en 1968, entrainerait certainement de la part de la bourgeoisie des mesures plus répressives.

Ce *« plan général de protection »* prévoit dans les départements où il est appliqué le renforcement des mesures de protection des points sensibles dont



REPARTITION TERRITORIALE DES NOUVELLES DIVISIONS : quadrillage intérieur

1830-1980
150 années d'une armée de la bourgeoisie

1831 et 1834 : massacre des Canuts à Lyon.
1848 : Journées de juin à Paris, 11 000 travailleurs assassinés, 25 000 déportés ou condamnés aux travaux forcés.
1871 : Commune de Paris. Plus de 100 000 travailleurs parisiens fusillés, enterrés vivants ou déportés.
1991 : Premier Mai à Fournies, dans le Nord, 9 ouvriers tués, 100 blessés.
1907 : Révolte des vignerons du midi. Fraternisation du 17e de ligne. Mais des renforts sont envoyés : 5 morts, des dizaines de blessés. Les « mutins » du 17e sont envoyés au bagne et périrent en 14-18 (envoyés en première ligne sans protection d'artillerie. Un survivant).
1908 : Trois ouvriers tués à Draveil-Villeneuve-St-Georges.
1914-1918 : 1 390 000 tués. Des milliers de blessés. 1 627 condamnés à mort pour mutinerie, 67 400 condamnations à la prison ou au bagne.
1919 : Agression contre la jeune République des soviets. Mutinerie des marins de la mer Noire. Déportation.
1919-1926 : Guerre de conquête coloniale du Levant (Syrie).
1920-1934 : Guerre du Rif (Maroc).
1920 : L'armée brise la grande grève des cheminots.
1923 : Occupation de la Ruhr. Fraternisation des soldats avec les travailleurs allemands. Lourde répression.
1937 : Cinq morts, 200 blessés dans une manifestation antifasciste à Clichy, le 16 mars.
1940 : Capitulation devant l'armée nazie.
1945 : Massacre de plus de 40 000 Algériens près de Sétif.
1946-1954 : Guerre coloniale contre le Vietnam.
1954-1962 : Guerre d'Algérie et massacres du peuple algérien (1 500 000 victimes).
1968 : Mai-juin, 7 tués par les forces de l'ordre (CRS ou mobiles) des milliers de blessés.
1973 : En mars, plan Clément Marot pour briser la grève des aiguilleurs du ciel. Le contrôle arérien est pris en charge par l'armée. 68 morts dans la collision de deux avions (Nantes).
1975 : Affaire des comités de soldats. Recul du pouvoir.

Sans compter de multiples interventions de l'armée contre les grèves (militairement jusqu'en 1947, pour les briser depuis la répression quasi-quotidienne des soldats et de leurs luttes.



Manœuvres Exentia 21-27 avril 1979 en Bretagne.

« Etudier les problèmes d'une coopération civilo-militaire».

la garde est alors normalement assurée par l'armée. L'armée intervient sur réquisition, si nécessaire (à savoir si CRS et gendarmes mobiles sont débordés) pour maintenir l'ordre et le rétablir.

La réquisition de certains personnels civils ou le recours à des personnels militaires intervient pour assurer le fonctionnement minimum des entreprises et services dont le gouvernement estime le fonctionnement indispensable pour poursuivre son activité et contrôler le pays (liaisons radio et hertziennes, trafic aérien)

De telles mesures sont envisagées aussi pour les points sensibles inscrits au catalogue national s'ils sont touchés par les « troubles » et sont coordonnées au niveau des zones de défense (qui correspondent aux grandes régions administratives et aux régions miliaires).

Enfin, si la situation continue à se dégrader et devient quasi-insurrectionnelle, la DOT peut être mise en œuvre par le gouvernement sur tout ou partie du territoire. L'armée (les forces DOT) intervient alors suivant des « plans de défense » pour rétablir le contrôle du gouvernement dans l'ensemble du pays par la répression militaire.

Tels sont les plans de guerre civile prévus par la bourgeoisie pour éviter le retour à des événements semblables à ceux de 1968.

Il serait faux de croire qu'il ne s'agit là que de plans « lumineux » établis par un quelconque technocrate, inapplicables faute de moyen. Les cadres de l'armée — de réserve, et à plus forte raison ceux d'active

— y sont préparés. Tout récemment, également, se sont tenues *sur ce thème* dans l'Ouest de la France, les manœuvres Exentia (du 21 au 27 avril 1979), dirigées par le général Bois-Fleury... justement inspecteur de la DOT. *Le Monde* du 21 avril 1979 soulignait pudiquement à leur propos : Extentia « ... *associer sous l'autorité du préfet de la zone de défense Ouest les différents services publics (équipements, PTT, santé, EDF, douanes, SNCF...) qui coopèrent, en temps de crise, à la défense du territoire dans les départements de la région des Pays de Loire* » et a pour but « *d'étudier plus particulièrement les problèmes d'une coopération civilo-militaire lors de la mise en œuvre des zones de défense, ainsi que les problèmes d'une coordination de la défense maritime avec la défense aérienne et la DOT* ».

Un des objectifs essentiels de la réforme de l'armée de terre est justement de renforcer les moyens nécessaires à ces plans de guerre civile. Jusqu'à cette date, en effet, les seules forces pouvant participer à la mise en œuvre de ces différentes mesures étaient les forces de sûreté (aussi appelées forces DOT). Ces forces, outre la gendarmerie, ne comprenaient, pour l'armée de terre, qu'une trentaine de régiments — *essentiellement composés d'appelés* et quelques unités de la marine et de l'armée de l'air. Elles étaient rattachées aux différents commandements territoriaux (par opposition aux commandements opérationnels des forces de manœuvres et d'intervention pour l'armée de terre). Elles étaient susceptibles de ce fait, d'intervenir par réquisition ou par la mise en œuvre de la DOT. Dans ce dernier cas, cependant, un renforcement par les forces de manœuvres était prévu et les opérations de mobilisation pouvaient débuter.

Depuis 1975 par contre, du fait de la fusion des commandements territoriaux et opérationnels, toute distinction est supprimée entre les différentes forces et toutes peuvent donc être soumises à réquisitions (4). C'est l'ensemble ou une partie « bien choisie » des forces armées qui peuvent ainsi participer dès le début, à l'application des *« plans généraux de protection »* ou à leur renforcement ultérieur. Cette partie bien choisie, c'est évidemment les unités de métier que le gouvernement peut désormais réquisitionner pour la garde ou la défense des points sensibles et pour la répression des travailleurs. Tandis que la grande masse du contingent sera de préférence utilisée pour le fonctionnement des entreprises ou services jugés vitaux.

Dans le même temps, cette réforme de l'armée de terre réalisait une meilleure répartition des troupes, dans tout le pays, qui se trouvent pour ainsi dire, à pied d'œuvre : un simple regard sur la carte page 17 permet de juger du quadrillage intérieur ainsi obtenu.

Armée anti-populaire, de guerre civile, armée au service de la bourgeoisie pour maintenir l'exploitation des travailleurs et sauvegarder son pouvoir de classe... Il ne s'agit pas là de mots creux : c'est la réalité de l'armée dans notre pays depuis plus de 150 ans.

Cela doit être très largement expliqué, démontré... en même temps qu'il faut aider à ce que les illusions sur la possibilité de « démocratiser » cette armée, de la mettre avec quelques réformes au service des travailleurs, soient rejetées.

NOTE
(1) Défense opérationnelle du territoire.
(2) Elle est désignée sous le sigle TTA 180 et a été revue récemment par le SGDN, secrétariat général de la défense nationale.
(3) No 1, mai 1978, *Stratégie et défense* : BP 316-16, 75 767 Paris cédex 16. Abonnement à quatre numéros : 60 F
(4) Toute distinction est supprimée du point de vue de la DOT, qui devient une mission de toutes les forces armées ; la fusion des deux types de commandements s'achèvera en 1980.

Nous publions ici la première partie d'un dossier sur les questions militaires. Dans cette première partie, nous examinons uniquement le rôle de répression antipopulaire de cette armée. Dans un prochain dossier, nous traiterons de la question de la Défense nationale.

Cours de guerre civile pour les officiers

Cours tiré du programme d'enseignement des officiers de réserve de l'infanterie. Il s'intitule* « Instruction tactique, séance No 16 : procédés de combat des unités de contre-guérilla ». *Il a été fait en 1973. Cité dans* Le Mouvement des soldats *de Ravet et Pelletier,* petite collection Maspéro 1976 - où il est reproduit *pages 24 à 27. Il a par ailleurs été publié dans* Rouge No222, *de septembre 1973.

« (...) Le système de défense intérieur du territoire est le principal moyen de riposte contre l'insurrection.

Comment est-il organisé en France ?

A l'échelon national, régional et départemental, sont constitués des états-majors mixtes, qui comprennent des autorités civiles et militaires chargées de diriger la lutte contre la subversion le cas échéant.

Ainsi à l'échelon départemental cet état-major comprend notamment le préfet, le colonel commandant la subdivision militaire, le commandant de gendarmerie, le chef des services de police du département.

Constatons que l'état-major ainsi créé dispose de pouvoirs étendus puisqu'il a sous son autorité l'administration, l'armée, la police.

D'autre part, chaque département peut disposer, dans un premier temps et sous un délai très court d'une unité de la valeur d'un régiment.

L'intérêt de cette organisation de DIT est triple :

— Tout d'abord, la réalisation de ce commandement en quelque sorte politique et militaire permet de mener d'emblée la lutte sur tous les plans (politique, psychologie, économique et militaire notamment)

— Ensuite, la décentralisation des pouvoirs civils et militaires à l'échelon région et département permet de poursuivre le combat, même si la région, le département sont isolés par la rébellion.

— Enfin, chaque département est tenu par une ou plusieurs unités responsables de sa sécurité.

Voyons maintenant comment s'organisent ces unités. Le territoire du département est découpé de manière à ce que chaque unité reçoive une zone de responsabilité correspondant à ses moyens :

— Le régiment reçoit la responsabilité d'un secteur.

— Chacun de ses bataillons reçoit la responsabilité d'un quartier.

— Chacune de ses compagnies reçoit la responsabilité d'un sous-quartier.

Ce découpage territorial prend le nom de quadrillage.

Notons qu'il coïncide avec le découpage administratif, même aux petits échelons, et cela pour mieux coordonner l'action des unités civiles et militaires : par exemple, un sous-quartier couvrira le territoire d'une ou deux communes suivant leur importance.

La mission de ces unités est, bien entendu, de détruire l'adversaire mais aussi de protéger les points sensibles, les personnes et les biens (...)

Si ce système est bien organisé et fonctionne convenablement, l'armée pourra se consacrer presque entièrement à sa mission essentielle : la destruction de l'adversaire.

Il convient de préciser enfin que l'échelon régional dispose de réserves opérationnelles qui lui permettent d'appuyer l'action des unités de quadrillage dans les zones où l'adversaire s'est implanté solidement ».



Com[illegible] contre le tiers monde

« *Certains événements survenus hors d'Europe depuis 1976 ont confirmé la nécessité de disposer de forces capables d'assure le soutien et la sauvegarde des intérêts français* ». (Rapport gouvernemental sur la programmation des dépenses militaires remis au Parlement ces jours-ci).

Les « intérêts français » dont il est question, ce sont bien sûr les profits tirés par les monopoles français du pillage des matières premières et de la surexploitation des travailleurs du tiers monde ou des DOM-TOM...

La « sauvegarde » dont il est question, c'est contre les peuples de ces pays qu'elle s'exerce, pour s'opposer à leur volonté d'indépendanee et à leur volonté de disposer de leurs richesses comme ils l'entendent ; les interventions des dernières années au Tchad et en Mauritanie nous le rappellent (1) et tout récememnt en Centrafrique.

Et l'armée, bien évidemment, est le tout dernier moyen à la disposition de la bourgeoisie pour assurer le « soutien et la sauvegarde » de ces intérêts-là.

Le dispositif militaire qui en est chargé s'articule en deux types de forces.

D'une part, celles qui se trouvent dans certains pays d'Afrique (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Gabon...) et dans les DOM-TOM. Ce sont les forces de présence. Elles comptent plus de 20 000 hommes, répartis à travers le monde, tous de métier ou engagés (troupes de marine et légion).

D'autre part, stationnées en France, les forces d'intervention, destinées à renforcer les précédentes ou à intervenir dans d'autres régions du monde.

Giscard a particulièrement veillé ces dernières années à améliorer la valeur opérationnelle de ces troupes d'intervention. Elles ont été réorganisées depuis 1975-1976 en deux divisions, la 9e DIMA (infanterie de marine) stationnée en Bretagne et la 11e DP (para) cantonnée dans le Sud-Ouest. Elles comptent aujourd'hui plus de 22 000 hommes, la moitié des régiments qui en sont composés sont constitués entièrement d'engagés.

Rappelons au passage, car cela a son importance, que ces troupes, en dehors des interventions extérieures ont aussi des missions intérieures dans le cadre de la DOT. En fait, le renforcement de la professionnalisation de l'armée n'était réellement intéressant pour la bourgeoisie que dans ces unités là, dans la mesure où elles sont les seules à l'heure actuelle à pouvoir acquérir une réelle expérience opérationnelle « grâce » à leurs interventions de par le monde (2).

Et pourtant, ce dispositif ne semble pas satisfaire totalement la bourgeoisie. Avant les vacances, et malgré les démentis de l'Elysée, on apprenait (3) qu'un « groupement aéroporté » se mettait en place au sein même de la 11e division para, regroupant trois régiments professionnels. Depuis, le général Lagarde, chef d'Etat-major de l'armée de terre a annoncé qu'à partir d'août 1980 serait créée la « 31e demi-brigade » spécialement destinée aux interventions hors de l'hexagone : elle s'ajoutera aux forces déjà existantes et comprendra deux régiments — professionnels, on s'en doute — l'un doté de véhicules de l'avant-blindés (VAB), l'autre d'AMX 10, roues-canon et canons de 155 tractés, c'est-à-dire dotés de matériels les plus récents et dont les autres forces commencent juste à être dotées.

Alors ? Qu'est-ce que mijote la bourgeoisie ? Elle ne renforce pas assurément ainsi ses forces armées pour le plaisir de les voir défiler le 14 juillet. Ces préparatifs, cela mérite d'être noté, sont annoncés alors que la presse aux ordres du régime, la radio, la télévision multiplient les informations — fausses — tendant à faire croire que l'augmentation des prix des matières premières et en particulier du pétrole est responsable de la crise que nous connaissons. C'est bien de cela qu'il s'agit : d'interventions en grand contre le tiers monde. Le 26 juin, du reste, le *Monde* précisait : « *L'intervention de parachutistes ou de commandos-marines dans les sables des champs pétroligères, le contrôle à la « source » du ravitaillement des pays consommateurs et la protection de leurs gisements off-shore comme celle de leurs lignes maritimes d'approvisionnement sont autant de scénarios que les états-majors ont pour mission de retenir et d'étudier dans la liste des expéditions outre-mer qu'ils peuvent être appelés à monter si l'opportunité politique s'en faisait sentir* ». Le *Point* du 2 juillet quant à lui ajoutait : « *L'état-major bien entendu réfléchit à l'envoi de paras au Proche-Orient et il ne s'interdit pas non plus d'en parler avec les Alliés (4). Mais comme d'une simple hypothèse de travail. Pour le moment* ».

Ces préparatifs de guerre, ce perfectionnement du dispositif d'intervention sont dangereux. Ils doivent être fermement dénoncés et combattus.

Notes :

1) Dans le cas du Zaïre, la situation différait puisqu'il s'agissait de protéger les intérêts impérialistes français contre une possible main-mise soviétique par Katangais interposés et non contre le peuple zaïrois lui-même. Il n'empêche bien sûr que le caractère impérialiste de l'intervention française subsistait et qu'il devait être dénoncé et combattu.

2) Le *Monde* daté des 15 et 16 juillet 1979 (dans un article de J. Isnard) faisait remarquer que « faute de cette explication autorisée » (celle du chef de l'État sur la défense du pays), « *l'opinion en est réduite à observer le divorce qui tend à s'institutionnaliser entre une armée de conscription qui se cherche à travers les traditions surannées de la République et une armée de professionnels qui se renforce des expériences acquises lors de ses expéditions décidées par le gouvernement* ». Le divorce en effet est total quant aux intentions d'emploi par le pouvoir de l'une et de l'autre. Mais nous pensons quant à nous que les explications de Giscard ne régleraient en rien le problème : elles ne serviraient qu'à le masquer.

3) Le *Monde* du 26 juin 1979.

4) Allusion à une possible collaboration franco-américaine pour de telles interventions.

Le bimensuel paysan La Faucille est paru

Le No 67 du bimensuel paysan *La Faucille*, organe du Parti communiste marxiste-léniniste, est paru.

Au sommaire, un important document : la Conférence nationale paysanne du PCML : la cellule rurale du Parti, l'activité du Parti à la campagne, l'activité syndicale, le journal *La Faucille* la place de la paysannerie en France.

Un document indispensable pour comprendre l'activité du Parti à la campagne.

Mais aussi plusieurs articles au cœur de l'actualité :

- Le budget agricole 1980.
- La baisse des prix à la production.
- La colère des éleveurs ovins.
- La réforme de la chaptalisation.

Un numéro à faire connaître. Passez vos commandes à l'administration de *La Faucille* BP 258 75866 Paris Cédex 18 ; CCP 17 564 83 B Paris.

Le numéro 3 F.



LE FIL DE L'ACTUALITE

Hausses des loyers et charges

Vent en poupe pour la CNL

Une délégation de la CNL (Confédération nationale du logement) a été reçue, le 19 septembre 1979, par M. d'Ornano, ministre de l'environnement et de l'équipement. Aux inquiétudes formulées sur l'augmentation des prix des loyers et des charges, le ministre a répondu en invoquant la liberté des prix et en contestant même la réalité des hausses en prétendant qu'elles n'excédaient pas la hausse du coût de la vie... ! Or, elles se situent entre 20 et 40 %. Il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

La CNL appelle, là où c'est possible, à un blocage temporaire et immédiat des loyers.

Quant à l'augmentation des charges de chauffage (40 %), la CNL propose cinq mesures d'urgence :

— Le lancement d'un programme d'isolation thermique des immeubles d'habitation, sans obligation de conventionnement et financé en partie sur les bénéfices des compagnies pétrolières ;

— La suppression, ou tout au moins la réduction, du montant de la TVA sur le chauffage des logements ;

— Le blocage des prix de l'énergie à leurs taux actuels ;

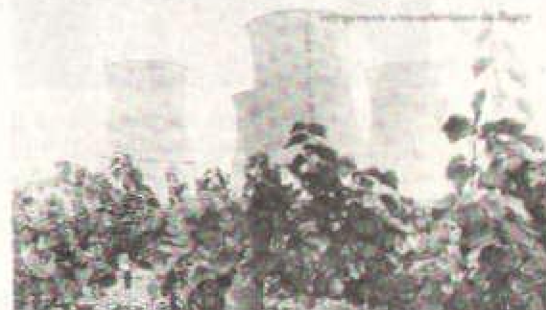
— Le versement d'une allocation exceptionnelle aux familles à faibles ressources ;

— Le maintien du chauffage moyen à 20 degrés centigrades.

Des mesures indispensables quand se chauffer devient un luxe !

NUCLEAIRE

L'optimisme criminel, sans fissures des nucléocrates



Depuis un an, EDF le savait et se taisait : il a fallu que ce soient les syndicats CFDT et CGT qui dévoilent le 21 septembre l'existence de fissures en deux endroits très vulnérables des centrales de 900 mégawatts dont trois nouvelles sont en instance de chargement, c'est-à-dire de fonctionnement : celles de Dampierre, Gravelines et Tricastin. Il faut une assurance à toute épreuve pour affirmer : 1) Que les fissures sont « superficielles », 6 mm de profondeur sur 12 mm de longueur, ce n'est pas négligeable ! 2) Qu'elles sont rares : il y en a 39 simplement à Tricastin ! 3) Qu'elles ne présentent aucun danger : alors qu'elles sont placées en des endroits qui mettent en contact le circuit primaire, radioactif, avec le circuit secondaire qui transporte la chaleur alimentant les turbines ! 4) Qu'elles ne doivent pas évoluer avant six ans ! Et Framatome, constructeur des cuves nucléaires, appelé à la rescousse par EDF, n'hésite pas à avouer : « *Des défauts superficiels semblables peuvent être présents dans des cuves déjà livrées* » ! Tout en affirmant que « *la sécurité des structures était garantie pour un nombre d'années raisonnable* » !

Toujours et partout la même loi capitaliste : quand les profits sont considérables, les questions de sécurité passent au second plan ! Même si elles concernent des populations entières. La bataille qui s'engage est d'une importance considérable. Pour qu'elle soit gagnée, la CFDT le souligne, « *il faut que l'accord soit total entre les syndicats de l'EDF et de la métallurgie* ». Il faut que la mobilisation soit la plus large possible pour exiger que, quelqu'en soit le prix, les conditions de sécurité soient remplies. Il faut que la mobilisation soit rapide : il était prévu que les centrales de Dampierre, Gravelines et Tricastin démarrent entre le 1er et le 22 octobre.

Joël FABIEN



Un des peuples les plus pauvres du monde.
Un sacre qui avait coûté des milliards

Le verdict des juges

Cependant, la mission de constatation est parvenue à la conclusion que deux cent cinquante personnes environ, dont une majorité d'enfants, ont été arrêtées et détenues à la prison de Ngaragba. Elle peut également conclure qu'il y a eu *entre cinquante et deux cents morts* à la prison de Ngaragba, le chiffre de cent morts lui paraissant le plus proche de la réalité.

Les témoignages nombreux, précis, objectifs et concordants permettent d'affirmer que les enfants massacrés ont été enterrés, à la sauvette, dans des fosses communes éparpillées dans plusieurs endroits ou jetés dans le fleuve. Ces même témoignages signalent la présence de l'empereur, à trois reprises, à la prison de Ngaragba, ainsi que sa participation aux massacres qui auraient continué à Berengo même, sous sa direction.

En conclusion, la mission de constatation estime qu'en janvier 1979, à Bangui, des émeutes ont été atrocement réprimées par les forces de l'ordre et qu'en avril 1979 des massacres d'une centaines d'enfants ont été perpétrés sous les ordre de l'empereur Bokassa et avec sa participation quasi certaine.

Youssoupha N'Diaye
Tia Kone
Angie Brooks Randolph
Fulgence Seminega
Atsu-Koffi Amega

CENTRE AFRIQUE

Giscard a changé de marionnettes

Contrairement à ce qu'on aimerait bien nous faire croire aujourd'hui, Bokassa n'est pas le pur produit d'une Afrique encore peu polie par la « civilisation » pour ne pas dire tout crûment « sauvage ». Non. Ce bouffon grotesque et sanglant est un pur produit de l'impérialisme français, des salons si distingués de l'Élysée. La bourgeoisie française a toujours besoin d'hommes comme lui, entièrement dévoués à ses intérêts, gardiens fidèles de ses chasses gardées en Afrique.

Oh ! Bien sûr, à Matignon, on devait bien faire un peu la grimace devant sa mégalomanie grossière. Mais on casquait sans broncher pour couvrir les frais de ses grotesques et coûteuses fantaisies, comme celle de son sacre impérial dont les fastes se sont déroulés devant les yeux scandalisés d'une population affamée, parmi les plus misérables du continent africain. Et Giscard réservait à Bokassa sa première visite de chef d'État en l'appelant sans sourciller son « cher parent » C'est que les temps deviennent durs pour l'impérialisme français ! La concurrence se fait âpre sur le continent africain. Américains et Soviétiques sont à l'affût des brèches possibles qui leur permettent d'élargir leur influence... et leur mainmise. Et plus encore que les diamants qu'elle produit en abondance, la Centrafrique



Dessin publié dans Ouest-France.

est riche en uranium si rare et si coûteux sur le marché mondial.

Les temps sont durs pour l'impérialisme français

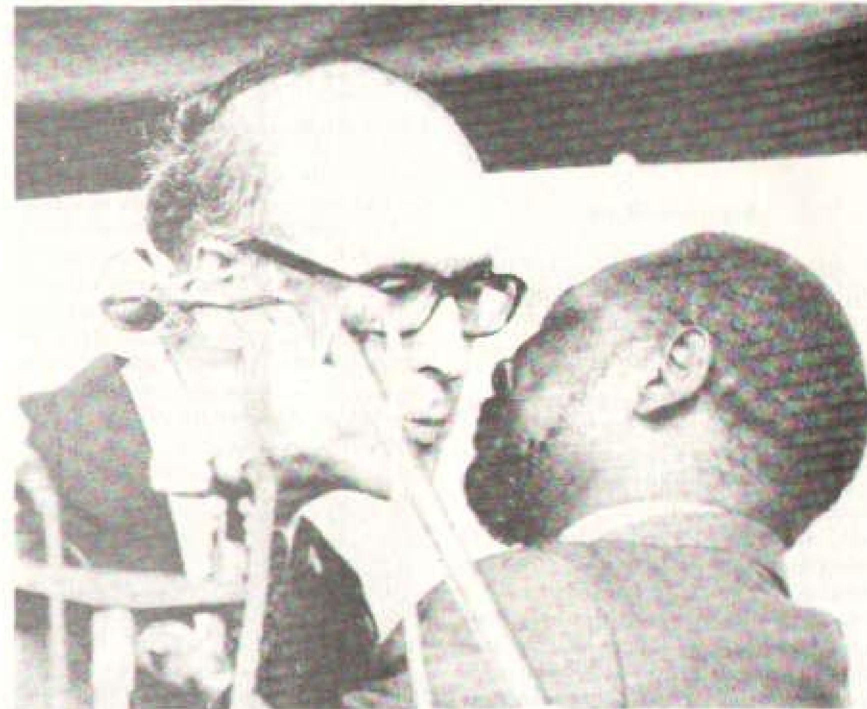
Installé par la France comme chef d'État Bokassa a donc été choyé, dorloté, entretenu par elle pour le plus grand profit des monopoles capitalistes français. Mais les marionnettes ne doivent s'attendre à aucun cadeau de ceux qui en tirent les ficelles. Quand elles ne servent plus, on les jette. Et depuis que le scandale de la folie meurtrière de Bokassa avait éclaté au grand jour, après les massacres de janvier et d'avril-mai 1979 à Bangui, Bokassa était devenu gênant. Il était condamné à sauter et on s'activait fort, dans les milieux gouvernementaux français à lui trouver une solution de remplacement.

Cynisme et grossièreté

C'est donc maintenant chose faite. L'opération a été menée avec un cynisme et une grossiereté qui révèlent crûment la vraie nature de l'impérialisme français et mettent en contradiction brutale les paroles de Giscard et les actes.

Les paroles, c'est le discours noble sur l'« *Afrique aux Africains* », les déclarations de janvier selon lesquelles « *nous sommes sortis de la période de colonisation* », l'affirmation qu'on se réjouit de voir « *la collaboration franco-africaine prendre progressivement une forme active et rayonnante* ».

Les faits, ce sont la rencontre du 1er août, au Gabon, de Jean-Bedel Bokassa et de René Journiac, conseiller pour les affaires africaines à l'Élysée, afin d'obtenir l'abdication de l'empereur au profit d'un « Conseil de régence », solution obstinément refusée par Bokassa et finalement la réalisation de « l'opération Barracuda ». L'atterrissage tous feux éteints



Intérêts obligent

Les liens de la famille Giscard avec le Centre Afrique sont anciens et très intéressés. Giscard possède, à titre privé, un parc de chasse (la fameuse réserve de Koumbala), à côté du Parc national situé au nord du pays. Interdiction absolue aux Centrafricains de venir y chasser sous peine de procès conduits en dehors de toute procédure légale.

De même, Giscard a réussi à placer son frère à la tête de l'exploitation de l'immense mine d'uranium de Bakouma. Enfin, des cousins proches de la famille Giscard sont solidement implantés dans l'industrie au Centre Afrique.

Le ministre Galley au moment du sacre.
Installé par la France comme chef d'État, Bokassa a été choyé pour le plus grand profit des monopoles français.



des Transall français bourrés de militaires sur l'aéroport de Bangui, une demie-heure avant l'annonce officielle du coup d'État par David Dacko, vieux routier du régime, convoyé spécialement de Paris pour l'occasion.

Scénario Raté

Un scénario parfaitement rodé. On a d'abord invoqué la sécurité des 3 000 experts et coopérants français résidant en Centrafrique pour justifier l'opération.

Mais très vite, la réalité s'est dévoilée : quadrillage militaire de toute la capitale par les paras français, en état d'alerte sur leurs bases du Tchad ou d'ailleurs depuis plus d'une semaine ; déclaration du nouveau chef de l'État selon lesquelles l'armée française resterait *« dix ans s'il le faut »*. Conférence de presse de Dacko déclarant devant des journalistes sidérés que Bokassa était déjà condamné à mort et que des relations diplomatiques allaient être nouées avec l'Afrique du Sud et volte-face quelques heures après — suite à un lavage de tête des conseillers français — avec l'affirmation que ces déclarations n'étaient qu'une « plaisanterie », parce que, *« après treize ans de ce qui s'est passé dans ce pays, on a bien le droit de s'amuser un peu »*. Décidément, bien maladroite, la nouvelle marionnette devait d'ailleurs reconnaître publiquement — et bien naïvement — que depuis deux mois, elle avait étroitement collaboré avec les autorités françaises dans la préparation du coup d'État !

La colère des Centrafricains

Mais la métropole française — en l'occurence, ce terme est toujours d'actualité — devra compter avec le peuple centrafricain qui dénonce déjà ce *« véritable acte de reconquête coloniale »*. A Bangui, on se réjouit de l'élimination du dictateur mais on est conscient aussi que rien n'a changé fondamentalement. Le 23 septembre, plus de 2 000 manifestants défilaient dans la capitale pour réclamer l'épuration du nouveau gouvernement qui ressemble comme un frère à l'ancien, Bokassa en moins. Seul changement important : le premier ministre qui avait couvert les massacres est devenu vice-président !

Les *« mouvements de libération »* et *« fronts patriotiques »* se multiplient. Mais une ligne de démarcation absolue sépare les vieux chevaux de retour qui quémandent à nouveau leur place au soleil et ceux qui reprennent les aspirations populaires en exigeant le départ des troupes françaises et l'épuration complète de l'armée, de la gendarmerie, de l'administration et des hauts dignitaires de l'ancien régime, toujours en poste.

Les superpuissances s'intéressent de près à la situation et tentent d'infiltrer leurs pions. Mais le peuple centrafricain, dont les luttes magnifiques ont été la véritable raison de la chute du dictateur ne l'entende pas de cette oreille. Il saura faire entendre sa voix et imposer de vivre désormais libre et souverain.

Annie BRUNEL



Troupes françaises hors de Centrafrique !

Le frigo de Bokassa

Vraie ou fausse l'histoire du frigidaire de Bokassa empli de cadavres humains destinés à sa consommation personnelle ou à celle de ses lions et crocodiles ? On ne sait pas encore. Mais cette rumeur est complaisamment répandue avec des objectifs précis. Montrer que l'Afrique barbare a toujours besoin de tuteurs occcidentaux civilisés. Alors il faut compléter les informations : Maurice Sache[illegible], européen bon-teint, régisseur de la sinistre prison de Ngaragba où ont eu lieu les massacres d'enfants impliquant Bokassa, était, lui aussi, présent pendant toute la durée des événements.

Robert Astles, citoyen britannique, conseiller personnel d'Amin Dada, vient d'être livré à la justice ougandaise par les autorités kenyanes. Bob Denard, artisan du coup d'État français aux Comores est lui aussi européen.

Et les mains si blanches et si fines de Giscard sont, elles aussi, souillées du sang des enfants assassinés à Bangui en mai dernier.

Ces petits empires au pays du Grand Meaulne

Sans que l'on puisse véritablement en faire le compte, la rotation des domaines de Bokassa étant rapide, il s'était taillé un petit empire au pays du grand Meaulnes en Sologne. Qu'on en juge :

— 60 hectares autour de la ferme de la Cottencière, à la Celle-St-Denis (Loir-et-Cher) regroupés au sein de la société civile immobilière de la République Centrafricaine. Cette propriété a été jusqu'à 400 hectares.

— Le château de Villemorant à Neuvy-sur-Beuvron (Loir-et-Cher).

— Le château du Grand Chavanon à Neuvy-sur-Barangeon (Cher) qui a été vendu en août.

Il dispose également d'un autre château dans les Yvelines, à Meulan, le domaine de Hardricourt et une villa dans la région de Nice, un hôtel particulier dans un quartier résidentiel de Berne (Suisse).

Toutes ces acquisitions ont nécessité une belle valse de millions sur la provenance desquels ont peut s'interroger... Et le peuple de Centrafrique est l'un des plus pauvres du monde.

Du monde entier

Nouvelle offensive vietnamienne au Kampuchéa

Les troupes vietnamiennes occupant le Kampuchea (Cambodge) ont déjà amorcé les premièrs manœuvres d'une « nouvelle offensive de la saison sèche » pour tenter d'en finir avec la résistance des patriotes cambodgiens.

Elles disposent pour cela de renforts accrus en hommes et en matériels. On parle de chars extrêmement sophistiqués livrés par l'Union soviétique. Celle-ci a même eu l'arrogance de demander à la Thaïlande un droit de passage renforcé, au-dessus de son territoire, pour livrer les armements, donc les troupes vietnamiennes menacent maintenant la Thaïlande elle-même.

De premières opérations ont déjà eu lieu à la frontière Nord-Est du pays, dans les massifs montagneux, peuplés de minorités nationales qui abritaient déjà le quartier général dirigé par Pol Pot, lors de la guerre anti-américaine.

Mais les armes, même les plus dmodernes, ne sont pas décisives en l'occurence. La guerre coûte très cher à un Vietnam en proie à une crise de grande ampleur, politique et économique. Le moral de ses troupes est très bas. Du côté des patriotes cambodgiens, au contraire, la lutte se développe et a remporté au cours de la saison des pluies écoulées des succès militaires importants.

THAILANDE

Etat d'alerte

Les troupes thaïlandaises stationnées à la frontière avec le Kampuchea (Cambodge) ont été placées en état d'alerte à la suite d'informations sur la concentration de troupes vietnamiennes à certains points de la frontière Kampuchea-Thaïlande.

Hanoi ne fait en effet pas mystère de son intention « d'en finir » avec la résistance patriotique au Cambodge au cours de la saison sèche qui débute particulièrement tôt cette année. Les autorités vietnamiennes, ulcérées de leur échec à l'Assemblée générale de l'ONU, s'en sont pris avec une exceptionnelle violence aux autorités thaïlandaises qui leur tiennent tête et les ont menacées ouvertement de porter la guerre sur leur sol si elles s'en tenaient à cette position.

OPEP

Les ministres du pétrole de sept pays du golfe se sont réunis le 23 septembre en Arabie Saoudite pour discuter du dialogue qui doit s'instaurer prochainement entre les pays de l'OPEP et la Communauté européenne ; à la demande de cette dernière, celui-ci doit débuter à Vienne (Autriche) le 3 octobre prochain.

IRAN

La présence des superpuissances dans le golfe persique

« La seule présence des superpuissances dans le golfe Persique est une menace potentielle pour la paix et la stabilité de la région, et la suprématie d'une puissance sur l'autre n'éliminerait pas cette menace, mais la renforcerait plutôt. », vient de déclarer le ministre iranien des affaires étrangères. Il a souligné en même temps que *« les masses défavorisées du monde doivent combattre contre la présence que leur imposent les superpuissances et contre les puissances qui exploitent leur richesses et leurs ressources »*.

Jean Paul II Super Star

Après le Mexique et la Pologne, Jean-Paul II entreprend ces jours-ci un troisième voyage qui le conduit après l'Irlande ultra-catholique aux États-Unis et à l'ONU. C'est par millions qu'il faut compter les foules déplacées par ce Pape globe-trotter qui fait l'admiration des publicitaires. Les manifestations de grande ampleur qui accompagnent désormais les expéditions papales nous révèlent que la ferveur religieuse n'est pas l'apanage des pays islamiques ou des peuples latino-américains : c'est probablement à New-York que Jean-Paul II aura battu ses records d'affluence. Ce renouveau de l'engouement des masses populaires pour la religion chrétienne et ses « paroles de paix » est sans doute le signe du grand désarroi qui les habite et de l'absence de perspectives crédibles capables de les mobiliser.

PALESTINE

Yasser Arafat à Paris ?

Après la visite de Yasser Arafat à Madrid, on parle de plus en plus de la possible venue du chef de l'OLP à Paris. Les ministres des affaires étrangères des pays de la CEE doivent également se rencontrer prochainement à New-York pour discuter — entre autres — de la *« reconnaissance de l'OLP en tant que représentant des Palestiniens »*.

Enfin, à la conférence de Rome sur la paix au Proche-Orient, le représentant de l'OLP, pour la première fois, a laissé entendre qu'une solution pacifique de tous les autres problèmes pourrait être recherchée, au lendemain de la création d'un État palestinien sur toute portion de la Palestine libérée.



Du monde entier

Négociations Chine-URSS

Les négociations Chine-URSS se sont ouvertes la semaine dernière à Moscou. Elles concernent strictement les relations bilatérales entre les deux États, indépendamment des profondes divergences sur l'appréciation de la situation internationale.

En 1950, un traité d'amitié avait été signé entre les deux pays, pour trente ans. Du fait de la détérioration des relations sino-soviétiques dans les années 60, il est devenu caduc et les dirigeants chinois ont décidé de ne pas le renouveler. Mais ils ont en même temps proposé d'ouvrir des négociations sur les problèmes litigieux, notamment sur le conflit frontalier.

De telles négociations avaient déjà été ouvertes en 1964 mais sans aucun succès : la partie soviétique se refuse en effet à reconnaitre qu'il y a un « litige » frontalier, elle estime que son point de vue est le seul admissible et refuse de discuter du point de vue chinois. Difficile de négocier dans ces conditions...

CAMBODGE

Quelques chiffres

Dans un rapport qu'il vient de publier, *Amnesty International* affirme que *« 200 000 personnes ont été exécutées au Cambodge sous Pol Pot »*.

Ce chiffre peut coïncider avec l'affirmaton de l'*Institut national d'Études démographiques* (INED), selon lequel il y a actuellement 8 900 000 Cambodgiens — contre à peu près 8 000 000 en 1975.

Par contre, le chiffre avancé par Amnesty International est bien loin de celui avancé par certains — et par Sihanouk lui-même — de 3 000 000 de morts entre 1975 et 1978.

BULGARIE

Investissements d'entreprises occidentales

La Bulgarie vient d'autoriser des investissements directs d'entreprises occidentales sur son territoire. Cette participation étrangère pourra être majoritaire et même, dans certains cas, de 100 %.

En septembre 1978, la dette extérieure de la Bulgarie atteignait 3,9 milliards de dollars. Elle cherche donc à attirer chez elle des technologies occidentales et devenir plus compétitive sur les marchés mondiaux»

AFRIQUE DU SUD

Les Springbooks à l'index
Tout va bien pour le commerce

On a vu ces derniers temps, François-Poncet, ministre des affaires étrangères, aux prises avec la Fédération française de rugby pour interdire la venue en France des rugbymen du pays de l'apartheid. Sous la pression des pays africains, le ministre français avait reconnu que cela posait des problèmes humanitaires !

Un incontestable pas en avant a été franchi mais le boycott demandé par les pays africains, en particulier le boycott économique, est encore loin.

La Communauté économique européenne publie en effet, en septembre, les chiffres des importations et exportations de la CEE. Ceux concernant l'Afrique du Sud sont révélateurs. En 1974, la CEE importait pour une valeur de 2 300 millions d'ECU (monnaie européenne) d'Afrique du Sud qui était ainsi le 16e pays fournisseur en 1974. Le pays de Vorster est devenu en 1978 le 8e fournisseur de l'Europe, avec six milliards d'ECU qui vont alimenter la terreur-blanche des colons sud-africains. Les exportations de la CEE vers l'Afrique du Sud, même si elles sont stables depuis 1974, ne sont pas négligeables non plus puisque ce pays est le 14e client de la CEE avec trois milliards d'ECU.

Ce commerce, s'il est mieux camouflé que les Springbooks, n'en représente pas moins un soutien à un régime condamné par toutes les instances internationales.

NOTE DE LECTURE

«L'homme à la recherche de ses origines»

D'où vient l'homme ? Comment est-il apparu sur Terre ? Est-il une « création de Dieu ? » ou le résultat d'une longue évolution ? Après des millénaires d'efforts, de luttes, de tâtonnements, la science a fini par s'imposer dans ce domaine privilégié de la religion et du mysticisme.

« L'homme à la recherche de ses origines » retrace l'histoire de ce long processus d'accumulation des connaissances, depuis les premiers phénomènes de conscience chez l'homme primitif jusqu'à la théorie de l'évolution de Darwin qui, avec la découverte de la cellule et la loi de la transformation de l'énergie, devait jeter les bases de la science moderne. Quelques années plus tard, Engels démontra le rôle primordial du travail dans l'évolution de l'homme, qu'il résume par sa célèbre formule : *« C'est le travail qui a créé l'homme lui-même »*.

27 F : Prix de vente Herbes Sauvages.

ROMAN

J'ai remarqué que dans le journal lorsque nous conseillons des lectures, c'est généralement de livres qui viennent de paraître et ... es prix sont chers, très chers, hors de portée des bourses du peuple. Je ne dis pas qu'il ne faut pas parler de ces livres mais qu'il y a toute une littérature intéressante et souvent ignorée qui est plus abordable en livre de poche.

Ne pourrait-on pas ouvrir une rubrique plus ou moins régulière de livres lus et conseillés par des lecteurs. Inutile d'en faire des analyses poussées à fond. Simplement leurs caractères essentiels.

Dans ce sens, voici quelques livres que j'ai lu récemment et que j'ai aimés :

William.

Au comité de rédaction du bimensuel, nous retenons ton idée. C'est d'ailleurs une très vieille préoccupation, mais la réalité oblige à plus de modestie. Notre nombre de collaborateurs étant très limité, nous demandons aux lecteurs éventuels de livres de poche ou autres plus récents, de nous envoyer leurs notes de lecture. Précisez « comité de rédaction bimensuel ».

CHABROL Jean-Pierre (Editeur : Presses Pocket) :

— *Les Rebelles, La Gueuse, L'Embellie* : chronique sociale d'un village des Cévennes des années 30 pendant le Front populaire. . . . .

Le Bout Galeux : Description de la vie d'un quartier de la banlieue parisienne dans les années 60, centrée autour d'une grève exemplaire dans le bâtiment.



HR MAGAZINE

Vu, lu, entendu



VERCORS (Editeur : Livre de Poche) :

— *Le Silence de la mer* : Série de nouvelles écrites durant l'occupation. Farouchement antifascistes, antiracistes patriotes.

HAN-SUYIN (Editeur : Livre de poche) :

— *Le Premier jour du monde* : (Je trouve qu'on ne vante pas assez Han Suyin dans nos colonnes). Détruit les idées simplistes qu'on peut avoir sur la Chine, le Parti communiste chinois, la lutte de ligne depuis la Libération. Je trouve qu'un tel livre aide à voir la réalité sans complaisance mais dans toute sa richesse et sa complexité. Des leçons à tirer sur l'idée qu'on peut se faire du Parti communiste. A lire absolument, à conseiller autour de soi à tous ceux qui se posent des questions sur la Chine. En plus, c'est très vivant et d'une lecture facile.

H. G. WELLS (Editeur : Folio) :

— *La Machine à Explorer le temps* : Un savant construit une machine qui lui sert à explorer le futur : récit du voyage dans cette société de l'avenir où l'oisiveté est la règle de vie pour le peuple qui vit à la surface de la terre dans le luxe et le raffinement. Mais ce paradis n'existe que parce qu'un enfer existe sous terre où vit un peuple aveugle de travailleurs.

Eric-Maria REMARQUE (Editeur : Livre de Poche)

— *L'Obélisque noire* : Chronique de la vie étrangement euphorique d'une petite ville allemande en 1923 sur fond d'inflation galopante et de montée du national-socialisme. La peinture de cette sarabande macabre permet de bien saisir l'ambiance dans laquelle le nazisme a pu se développer si aisément.

VAILLANT Roger (Editeur : Folio) :

— *Beau Masque* : Peinture sociale d'un coin de France entre la Savoie et le Jura durant les années 50. Centré autour d'une grève victorieuse dans une filature. Très réaliste.

Ray BRADBURY (Editeur : Denoël-Présence du Futur) :

— *Fahrenheit 451* (écrit en 1955) : Description d'un monde où le bonheur est obligatoire et l'interrogation sur le passé, le futur et la société, interdite. Société totalitaire où l'on brûle les livres et les gens qui les lisent. Société où les seules relations qu'ont les individus sont avec des personnages lénifiants distillés par une télévision omniprésente.

Aldous HUXLEY (Editeur : Presses Pocket) :

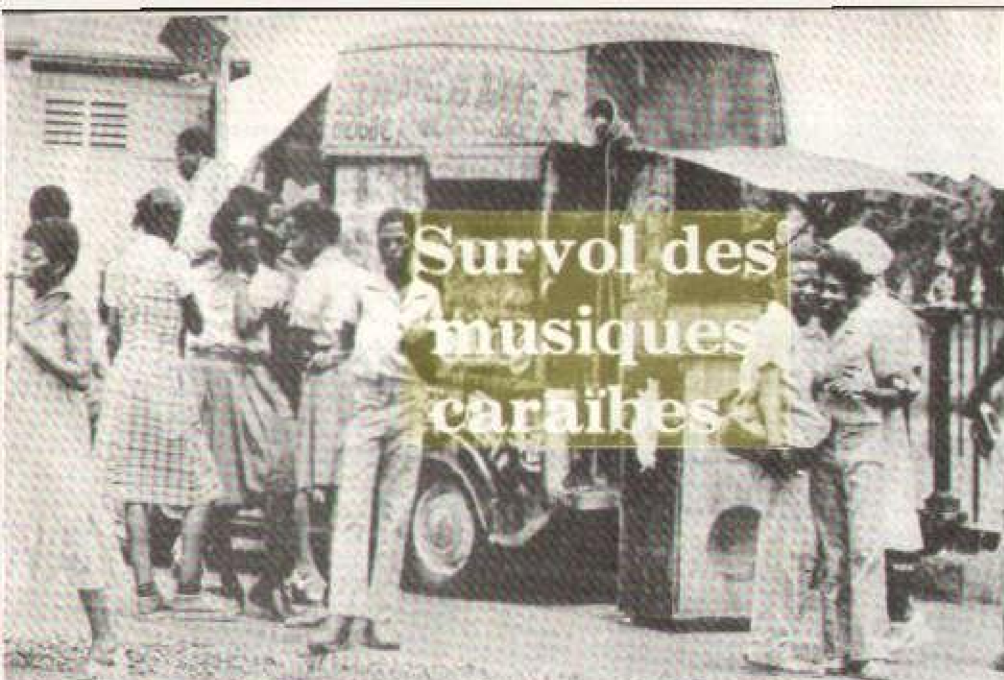
— *Le Meilleur des Mondes* : Ecrit en 1932. Description d'une société où les individus sont fabriqués en éprouvettes et conditionnés parfaitement (ou presque) pour servir un régime totalitaire. Critique du progrès de la science quand il est retourné contre le progrès de la société.

George ORWELL (Editeur : Livre de Poche) :

— *1984* : Anticipation saisissante où se traduit l'angoisse des hommes libres devant la dictature. Ecrit en 1950. Extrêmement d'actualité.

Robert JASTROW (Editeur : Seuil, Collection Points-Sciences) :

— *Des Astres, de la vie et des hommes* : Lisible par n'importe qui. Ne demande pas de connaissances de base. Ecrit à partir d'une série d'émissions télévisées américaines de vulgarisation scientifique organisées par ce savant sur ce thème. Passionnant.



Survol des musiques caraïbes

Lorsque j'écris cet article, survol des musiques caraïbes, Pierre Goldman vient de mourir, assassiné par la barbarie. Pierre Goldman, amoureux de la vie, de justice et de vérité, amoureux aussi des rythmes antillais et portoricains. La veille de son assassinat, il jammait, à la Chapelle des Lombards, sur la folle « salsa » d'Azuquita. Cet amour de Goldman est peut-être un message pour nous, message de vie et de joie, malgré la mort, malgré tout. *Et ce message, il nous dit : « Laissez la musique s'insinuer en vous car elle vient de ceux qui aiment éperdument la vie au-delà même de ce qu'ils peuvent en espérer » … C'est vrai, cette musique a, comme le dit quelque part Jane Sarnoff, « un son liquide, le son du soleil sur la mer, de la mer contre le sable, des pieds marchant à travers les rues qui détiennent la chaleur lumineuse et les cœurs d'une île entière… »*

Pierre VALSA

Des îles et des rythmes

Parler de la musique caraïbe, c'est parler au moins d'autant de rythmes que d'îles : Cuba, la Jamaïque, Haïti, Porto-Rico, la Guadeloupe, la Dominique, la Martinique, la Trinité, toutes parties d'une végétation musicale luxuriante, baignée de danses et de percussions.

A l'origine de ces musiques une série d'influences, à la base desquelles se trouve la dispora noire, épousant des éléments culturels d'Afrique et d'Europe, d'hier et d'aujourd'hui. En retour les îles ont pesé lourd sur les influences musicales des grands continents : dès avant la dernière guerre avec les mambos, rumbas, cha-cha, bayons, dits rythmes afro-cubains, aujourd'hui avec le reggae, la salsa.

La Jamaïque et le reggae

Le reggae est né en 1970 à la Jamaïque d'un mélange de rock, de rythm and blues, de rythmes antillais, le tout assaisonné de textes à la fois bibliques et militants passifs et révoltés. Car cette musique est née dans les ghettos de Kingston où est regroupée une des minorités religieuses de l'île, les « rastas », adeptes du rastafarisme.

Le rastafarisme est une idéologie apparue il y a une cinquantaine d'années aux États-Unis, prêchant pour la diaspora noire le retour en Afrique, « berceau de l'humanité ». Ils vouent un culte à Haïlé Sélassié, défunt empereur d'Éthiopie, comme descendant de Salomon, fils de David, etc. Jah est leur dieu et feu le Négus le rastafari c'est-à-dire l'égal de Jésus. Les rastas ne se peignent jamais les cheveux, mais portent les fameuses « dread locks », sortes de nattes à l'anglaise mélangées à de la boue séchée. Ils sont végétariens, très « musulmans » envers les femmes et fument la marijuana locale – la ganja – comme un sacrement.

Le plus incroyable c'est que cette idéologie totalement anachronique joue le rôle libérateur et de rassemblement des crève-la-faim en Jamaïque. C'est en réalité une des rares musiques des Caraïbes à appeler le peuple des ghettos à se lever et se battre pour ses droits – Bob Marley : « *Get up, Stand up and Fight for your rights* ».

Il est vrai que dans l'île, les rastas subissent, en plus de la misère, une répression policière sauvage. Les stars du reggae elles-mêmes, malgré leur fulgurante ascension sociale, n'échappent pas à la violence, la prison parfois même – Peter Tosh tabassé et arrêté plusieurs fois, Bob Marley échappant à un attentat.

Mais si cette idéologie chante la défense des droits des bidonvilles, on ne saurait en attendre des perspectives révolutionnaires de transformation de la société. Le rêve des rastas est fait de mer, de soleil, de fruits, de ganja et non-violence et de vie intérieure.

Quelques noms : Bob Marley and the Wailers (Phonogram), Peter Tosh (CBS), Steel Pulse – un reggae né dans l'immigration anglaise, radicalisé, plus militant et plus violent – (Phonogram), qui donneront plusieurs concerts au mois d'octobre en province (le 17 à Lille, le 18 à Reims, le 19 à Dijon, le 20 à Clermont Ferrand), Congo (CBS) et Inner Circle qui seront au Bataclan à Paris le 10 octobre.

Les Antilles

A la différence de la Jamaïque, la musique des Antilles – ou du moins la plus diffusée – est de la variété pure et simple. Là surtout pas d'appel à la révolte. Si ce n'était les rythmes, rien ne la différencierait du ronron disco : amour-sexe-évasion, la sainte trilogie soporifique à l'usage des peuples de la misère. C'est que nulle part ailleurs qu'aux Antilles la colonisation française n'a mieux préservé son entreprise d'assimilation et de dénigrement de la culture noire, à base de créole, langue née du colonialisme, de l'esclavage.

Des luttes culturelles d'une importance décisive pour l'avenir des peuples des Antilles se développent pour la défense du créole et au-delà de la tradition orale antillaise dont la musique est l'élément de base, et l'instrument privilégié, le gro-ka, le tambour qui descend tout droit des esclaves. On pourra voir au mois d'octobre des chanteurs et percussionnistes antillais au *Théâtre Noir*. Du 9 au 12 : Voltage 8 ; du 19 au 31 : Marcel Magnat ; du 9 au 31 : Josy Mass.

« Nègre de tafia qui fond dans le soleil
levant
de mon cœur d'Antillais, qui fait
éclater
les salons de verdure,
où l'on buvait mon sang dans des
coupes de paille claire… »

Porto-Rico

Née à Porto-Rico dans les années 70, en même temps que le reggae, la Salsa n'a pas joui de la même renommée. Et pourtant, c'est une musique que l'on ne saurait trop inviter à découvrir. Mélange explosif de cuivres très jazzy et de percussions proprement caraïbes, la salsa est une musique de danse, viscérale, que l'on ressent au premier degré. (Jusqu'au 6 octobre, Chapelle des Lombards, « Azuquita y su melao pura sa[illegible] » à 22 h 45).

Dans la musette de Pierre VALSA

Au creux des sillons

Anna PRUCNAL (RCA 250)

C'est le premier disque de cette chanteuse polonaise dont j'ai déjà eu l'occasion de dire tout le bien que j'en pensais. Autant le dire tout net, j'ai été un peu déçu. Non pas que sa voix soit moins captivante, ses chansons moins mordantes que lors des spectacles où j'avais été véritablement transporté. C'est qu'une dimension essentielle d'Anna Prucnal ne saurait être gravée dans la cire : sa présence scénique. Excellente comédienne, elle a débuté sa carrière en France au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Et c'est par hasard — dit-elle — qu'elle entama une carrière de chanteuse. Sans pour autant abandonner la scène ; elle tourne avec Félini en ce moment, remontera prochainement sur les planches dans une pièce mise en scène par Wajda soi-même à Nanterre. Bon, tout ça pour dire que Prucnal c'est une extraordinaire chanteuse de scène et qu'on ne s'en rend pas compte en écoutant le disque. Tous les titres sont extraits de son spectacle « *Rêve d'Est, rêve d'Ouest* », mais — deuxième déception — l'album n'a pas de titre, ne présente pas de thème. Alors, pour pénétrer dans l'univers d'Anna Prucnal, il ne faut pas perdre de vue qu'elle est polonaise, l'héroïne wajdienne genre « *L'Homme de marbre* », qu'elle pourchasse ses illusions (« *Surabaya Johnny* »), crie ses désillusions (« *Les Voleurs de joie* »), exorcise de vieux démons (« *Souliko* »), enfin qu'elle cherche éperdument à travers son brouillard, le nôtre peut-être, un peu de vie, d'amour, de justice et c'est là son message, décapant de tendresse.





Bob DYLAN «Slow Train Coming» (CBS 06095)

« *Un train arrive lentement* », tel est le titre de ce nouvel album de Bob Dylan. De quoi s'agit-il ? Rien moins qu'une des plus vieilles locomotives de notre civilisation, le christianisme. Eh oui ! Notre grand contestataire, pourfendeur d'illusions en « *Jésus freak* », qui l'eût cru ? Et pourtant, on devrait être habitué, depuis le temps qu'il nous fait le coup.

Et comme à chaque fois, le plus incroyable dans l'affaire c'est qu'il arrive, à partir d'eau de bénitier et de prêchi-prêcha à nous torcher un excellent disque, de ses meilleurs.

D'abord et surtout par la musique : retour aux sources d'un blues dense, épais comme un marais, où surnagent la guitare aérienne de Marc Knopfler (du groupe anglais « Dire straits » — voir plus loin), les claviers langoureux de Barry Beckett et le tout soutenu par le « beat » sobre et incisif de Pick Withers (un autre de « *Dire straits* »). La voix de Dylan retrouve par moment cette sonorité unique digne des années 70.

Dans les textes, c'est toute la mythologie chrétienne qui figure, d'une manière ou d'une autre. Mais, pour paradoxal que ça puisse paraitre, les mots passent sans vous choquer et même prennent par moment une dimension universelle, car passés au crible de la propre mythologie dylanienne. Un exemple dans « *I believe in you* » — « *Je crois en toi* »… Vous voyez de qui il s'agit ! : « *Ils me montrent la porte/ Ils me disent de ne jamais revenir/ Parce que je ne suis pas comme ils voudraient/Et je m'en vais mon chemin/A des milliers de kilomètres de chez moi/Mais je ne sens pas seul/Car je crois en toi* » (…)

On le voit, la quête dylanienne de l'authenticité, l'errance, toujours là, arrangées à la nouvelle sauce. Et si ça passe ici encore, c'est que Dylan met dans ses chansons une énergie d'une telle intensité que le thème ne compte guère — sauf toutefois lorsqu'il se lance dans des discours absolument fous du genre : « *Karl Marx t'as pris à la gorge/Henri Kissinger t'a transformé en sac de nœuds* » (« *When you gonna wake up* ») et encore : « *Tout ce pétrole étranger contrôlant le sol américain* » (« *Slow train coming* »). On croit rêver ! … Mais c'est bien là l'ambiguité du bonhomme.

Cinéma A L'AFFICHE

Les critiques de Léon CLADEL

«Apocalypse now»

Les damnés de l'enfer

« Démesuré », « flamboyant », tous les termes auront été employés pour qualifier le dernier film de Coppola : *Apocapypse Now*.

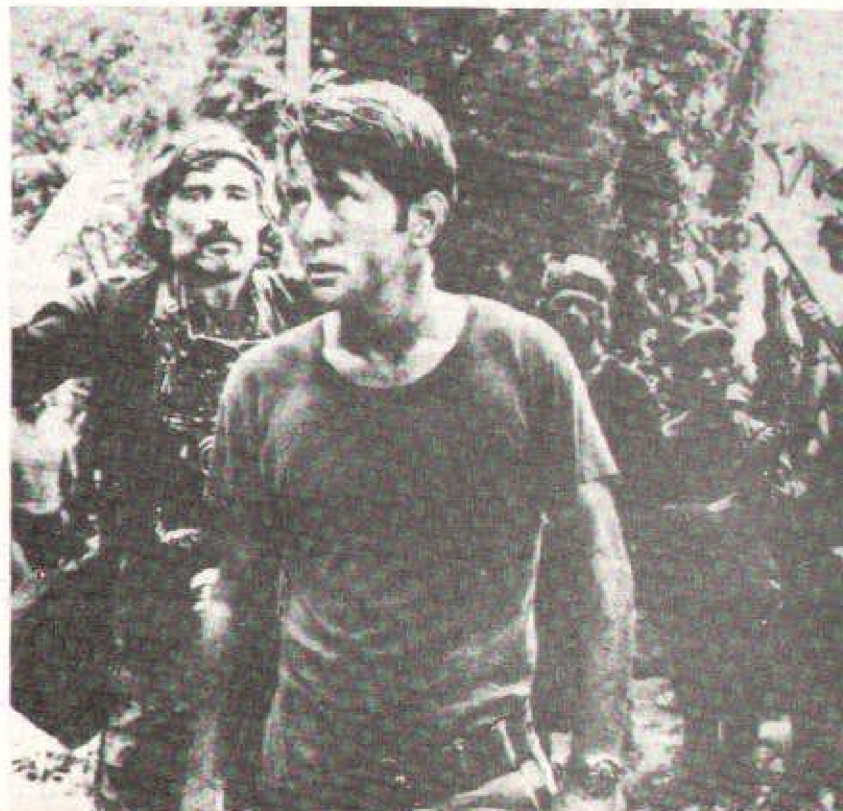
Le colonel Willard (Martin Sheen) remonte une rivière pour retrouver le colonel Kurtz (Marlon Brando), béret vert devenu fou, qui a créé un royaume totalitaire dans la forêt cambodgienne. Ecoutons Coppola parler de son film : « *Le principe qu'il essaye de mettre en œuvre est de vous mettre au départ dans un endroit agréable et vous faire remonter la rivière et à la fin, vous vous apercevez que vous être devenu pratiquement fou et vous ne savez pas comment vous en êtes arrivé là. Et c'était ça aussi le Vietnam* ». La remontée de la rivière par Willard est une remontée vers tout ce qu'il y a de plus primitif, vers l'enfer, l'enfer de la guerre impérialiste. Une charge d'hélicoptères se fait au son de *La Walkyrie* parce que dit l'officier, « *ça effraie les jaunes* ».

Un officier dément rase un village au napalm pour faire du surf. En pleine jungle, on assiste à un show de « bunnies »* descendues du ciel par hélicoptère sur une estrade de phallus géants en néon. Symbole de l'oppression de la femme. Des soldats noirs se battent au dernier poste de combat sans officier, sur une musique de Jimi Hendrix, à grand renfort de drogue pour défendre un point qui ne sert à rien.

D'une façon baroque, très imagée le film montre le caractère dérisoire de la guerre impérialiste, le caractère absurde d'un système basé sur l'oppression et le pillage des peuples. Une guerre dont l'enjeu est étranger à ceux qui la font.

Coppola ne montre pas le combat individuel de soldats perdus mais une vision d'ensemble de la guerre, dénonciation sans complaisance d'une guerre injuste, sans discours mais avec des images efficaces : « *Eh bien, pour moi, un film politique c'est un film qui change l'esprit de beaucoup de gens sur quelque chose. Le film, le plus politique au monde pourrait être un film dans lequel il n'y a pas un seul argument politique* ».

* Danseuses du propriétaire du magazine américain *Playboy*



«Le Syndrome chinois»

«Et si le système de refroidissement...»

Un film qui a fait grand bruit à Paris (longues files d'attente dès le premier jour de sa projection au Boul-mich') mais aussi au moment de sa projection aux USA. Il était à l'affiche au moment de la panne de la centrale nucléaire de Harrisburg à Three Mile Island ; dérèglement du système de refroidissement. Mais, qu'est-ce que le syndrôme chinois ?

C'est ce qui se passerait si le système de refroidissement d'une centrale, tombait en panne le réacteur en fusion traverserait non seulement son enveloppe en béton mais aussi la Terre qui est à l'antipode des USA pour refaire surface en Chine !

Le scénariste, Michael Gray, est parti de l'histoire de Karen Silkwood : cette technicienne du nucléaire décédée mystérieusement dans un accident de voiture juste avant qu'elle ne rencontre un journaliste pour lui remettre un dossier sur la contamination.

Le réalisateur aurait pu tourner un film catastrophe avec de grands effets ; non, il a fait un film qui interroge, qui pose les problèmes.

Deux journalistes ont filmé secrètement une centrale nucléaire. Leur film s'avère très intéressant au moment de la panne. C'est alors qu'ils subissent des pressions de toutes sortes pour les empêcher d'informer. Elles viendront de ceux qui ont la haute main sur les médias et aussi de ceux qui ont des intérêts sonnants et trébuchants dans le nucléaire.

Le film est mené sur un rythme alerte, très bien interprété : Jack Lemmon, dans le film, directeur de l'usine, a décroché le grand prix d'interprétation à Cannes, Jane Fonda interprète une jeune journaliste qu'on veut cantonner aux « chiens écrasés » et qui prouve qu'elle peut traiter les thèmes les plus brûlants.

Happy end, fin heureuse : l'incident est maitrisé. Et c'est important. « *Le syndrôme chinois* » n'apparait pas comme un film antinucléaire. Tout simplement il pose le problème de l'information de la population et du contrôle des dangers.

En effet, vu le problème de l'énergie, vu l'importance des enjeux financiers en jeu on peut craindre que les conditions minimum ne soient pas respectées. Le silence et le blocus faits sur toute information à ce sujet ne sont pas là pour nous rassurer.

« *Le Syndrôme chinois* », si vous avez l'occasion d'aller au cinéma, allez voir ce film. Vous ne le regretterez pas.

OCTOBRE 1963-OCTOBRE 1979

La grève des mineurs du Trieux

Suite de la page 32

En effet, les mineurs de Trieux ont occupé le fond de la mine pendant soixante-dix neuf jours pour que Trieux vive, et pour sauvegarder l'emploi. Dans cette lutte, les principaux dirigeants étaient le PCF et la CGT qu'ont rejoints ensuite la CFDT et la CGC. Il faut noter la combativité exemplaire des militants de base du PCF et de sa centrale syndicale.

Le mouvement de solidarité développé autour de cette lutte fut très important ; tous et toutes étaient concernés. Paysans, métallos, mineurs et commerçants arrivaient à Trieux tantôt avec de l'argent qu'ils avaient collecté dans les différentes communes du Pays haut, tantôt avec des vivres directement versés par les commerçants et paysans solidaires de la grève. On vit même un bœuf traverser la cité et portant ces inscriptions :

« J'ai grandi dans les prés verts,
Je meurs pour le bassin ferrifère,
Mes beefsteaks pour les travailleurs,
Mes cornes pour l'exploiteur ».

Mon père, militant du PCF depuis les années 55, et syndicaliste actif au sein de la CGT, participa activement à cette lutte comme délégué mineur. Je me souviens quand il me disait : « *Tu sais, en 1963, il m'arrivait de remonter au jour pour aller en réunion, et je passais devant notre maison sans y entrer, car honnêtement, je ne pouvais aller chez moi en pensant que mes camarades eux étaient au fond. J'aurais pensé les trahir, alors je repartais en essayant d'apercevoir un regard, une voix, mais c'était le vide. Je redescendais donc un peu cafardeux, mais une fois au fond, il y avait les camarades pour me réconforter et aussitôt le moral reprenait* ».

Enfin, arriva le jour de Noël, haut lieu de fête pour les enfants. Oui, même les enfants de Trioux passeraient Noël un peu comme les autres petits Français, grâce à leurs petits camarades des villages voisins qui n'avaient pas oublié leurs copains de Trieux.

En effet, ils procédèrent à un ramassage de jouets, friandises qu'ils apportèrent fiers comme leurs papas eux aussi mineurs.

Un grand arbre vert fut dressé sur la place de la mairie, et là on procéda à la distribution. Chaque petit Triotin eut droit à son jouet et à ses bonbons. Bien des yeux de maman se voilèrent ce jour-là.



« Pour que jamais la misère ne s'installe dans nos foyers » : piquet de grève d'occupation.

Et le soir de Noël arriva, tous les foyers étaient décorés et de bonnes choses se préparaient à être mangées. Un Noël comme les autres ? Oui, mais sans le père, le mari, le fils à la maison. Un Noël qu'on essaya de passer en pensant aux hommes qui étaient au fond, qui se battaient pour pouvoir vivre, travailler et rester mineurs à Trieux. Au fond on fêtait aussi Noël et par les airs joyeux qu'entonnait mon oncle Jean à l'accordéon, on essayait de passer Noël sans la mère, la femme et les enfants. Qu'auraient-ils donné pour pouvoir être avec eux, rien qu'un instant. Mais non, les mineurs durs et unis comme un bloc de minerai passèrent cette fête de famille avec les camarades qui tenaient chacun une grande place dans leur cœur. Cette nuit-là, bien des hommes pleurèrent seul en pensant à leurs proches, mais quand un homme défaillait, tous étaient là. C'est cette fraternité qui n'est pas un vain mot chez les travailleurs, qui leur a permis de barrer la route au chômage et à la misère.

Je n'anticiperai point sur les actions faites (manifestations, marche habituelle sur Paris, etc.)

Comme chaque lutte, une grève a un début et une fin, pas toujours justifiée. Le 30 décembre 1963, par décisions syndicales, les mineurs de Trieux devraient remonter et donc cesser la grève. Cela fit plus d'une protestation au fond, plusieurs mineurs ne voyaient pas l'utilité de cesser la grève, bien sûr les revendications majeures avaient été gagnées (statut du mineur, reclassement, etc.) mais tout ceci était bien utopique. La remontée fut donc fixée le 30 décembre à 15 h 30...

Aussitôt la nouvelle annoncée, des centaines de milliers de personnes venues des quatre coins de Lorraine se massèrent devant le portail et sur le carreau de la mine. Ce jour-là, il ne faisait pas beau, mais malgré le froid, personne ne bougeait, tous attentifs et le regard fixé sur la poulie du puits entrainant la cage de remontée. A 15 h 30, les hommes par petits groupes remontaient, avant de sortir au jour, ils passèrent au vestiaire où les dernières consignes syndicales furent reçues.

Et le moment tant attendu arriva. Tous vêtus du bleu et du casque traditionnels, unis comme au premier jour, débouchèrent sur le carreau drapeau rouge à la main. Là, les enfants, les femmes, tenant chacun un œillet rouge pour l'offrir au père ou au mari qu'ils attendaient tant, les gens voulurent crier leur joie, mais aucun son ne put sortir de leur gorge serrée, chacun pleura, seul, en éprouvant un peu de honte de n'avoir pas été avec eux jusqu'au bout. Ce fut la fin de la grande grève de Trieux qui se termina pour une marche dans le village avec la banderole du début de la lutte et humide des larmes des travailleurs qui disaient : *Trieux doit vivre, Trieux vivra.*

Alain ZON

LA RUBRIQUE A REMONTER LE TEMPS

OCTOBRE 1963-OCTOBRE 1979

La grève des mineurs du Trieux 16 ans déjà !



Marche de la paix des mineurs de Sancy en grève à Nancy

Je vous envoie un article reportage sur la grève de Trieux en 1963. Ce sera pour moi un hommage à tous mes camarades qui ont vécu cette longue et dure bataille pour la sauvegarde de l'emploi et la question du révisionnisme.

Alain ZON (Thionville)



Occupation du fond contre 250 licenciements.

Une grande unité s'est soudée pendant la lutte



J'ai vécu toute mon enfance dans un petit village au cœur du bassin ferrifère lorrain. Village où, de père en fils, on travaillait au fond de la mine de Trieux. Tout semblait paisible et sans souci jusqu'à la fin de l'automne 1963 où le malheur que les vieux avaient tant prédit arriva.

En effet, à Trieux, le patronat lance la terreur dans les foyers miniers ; il annonce la suppression de 252 emplois. Aussitôt la nouvelle se propage. C'est une atteinte très grave qu'a fait le patronat (plus précisément Rolland Labbé dont on sait que son fils est aujourd'hui une « grosse tête du RPR »), au vaillant courage des mineurs.

Dans les jours-mêmes, on organise des assemblées générales, des meetings et, presque spontanément, la grève la plus exemplaire avec celle que nos camarades de Longwy ont déclenchée.